

BDIC

ALTERNATIVES NON VIOLENTES

Sur
PHILIPPINES



**NON-VIOLENCE
CONTRE
DICTATURE**

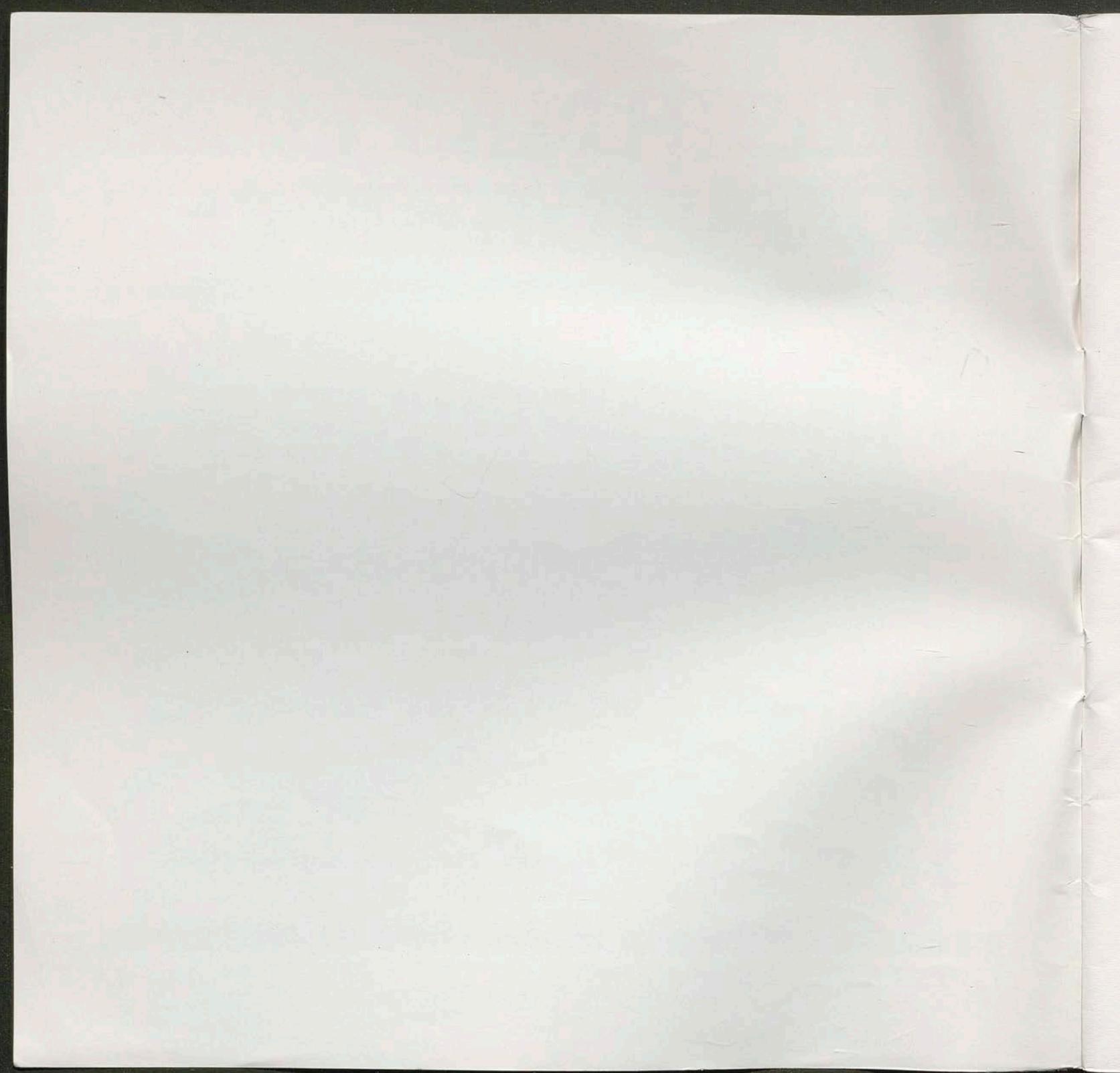
Récit et analyses des événements de février 1986

63

revue trimestrielle

8° P 6112

28 F





un nouvel exemple de résistance civile

ALTERNATIVE non-violente" : s'il est un cas où cette expression se justifie pleinement, c'est celui de la révolution philippine de février 1986. Non seulement parce que les moyens mis en œuvre par la population pour chasser Marcos ont été essentiellement non violents, mais aussi parce que le recours à ces moyens a été voulu comme une "alternative" à d'autres moyens, ceux de la violence armée, que beaucoup croyaient seuls capables de renverser le dictateur. Une fois de plus s'est vérifié que, pour un peuple opprimé, le choix n'est pas nécessairement entre la résignation et le recours à la violence. Certes, comme le montre Olivier Fressard dans les dernières pages de son analyse, l'exemple philippin ne peut être généralisé – pas plus qu'aucun autre d'ailleurs. L'histoire ne se répète jamais. On ne peut donc honnêtement conclure du cas philippin qu'un peuple opprimé a *toujours* une "alternative non-violente" à sa disposition et qu'il suffit de la vouloir. On peut et on doit cependant en tirer une leçon, elle aussi conforme à l'honnêteté intellectuelle : ne nous pressons pas trop de dire que, dans telle ou telle situation, il n'y a pas d'alternative à la violence. C'est ce que beaucoup croyaient à propos des Philippines, et les faits leur ont donné tort.

Que l'affrontement décisif de cette épreuve de force non-violente ait été déclenché par la rébellion de quelques militaires, c'est une ironie de l'histoire que l'on peut goûter comme telle, mais qui n'autorise pas à récuser le qualificatif de "non-violent". Ce n'est ni par l'usage de leurs armes, ni par la menace d'un tel usage qu'Enrile et Ramos ont contribué à fragiliser Marcos. C'est par le retrait de leur allégeance et de leur obéissance à ce dernier et la reconnaissance publique de la légitimité de la seule Cory Aquino comme présidente : en cela, le coup qu'ils portaient à Marcos s'inscrit dans la logique de la stratégie non-

violente, qui consiste précisément à retirer à un adversaire les bases sociales, politiques ou idéologiques de son pouvoir. Il est vrai que, de plus, en raison de leurs fonctions, ils contribuaient à diviser, et donc à fragiliser, le seul moyen sur lequel Marcos pouvait encore fonder quelque espoir, son armée. A cet égard, la défection d'Enrile et Ramos était plus déterminante que ne l'aurait été celle d'autres ministres ou hauts fonctionnaires.

De toutes manières, le facteur décisif ne fut pas leur rébellion en elle-même, mais le fait que cette rébellion donna au mouvement populaire un *enjeu* précis, déterminant un *temps* limité et un *lieu* particulier pour l'affrontement final avec les forces de la dictature, affrontement qui aurait pu, sans cela, se prolonger plusieurs semaines sous des formes diverses, mais non décisives. Et que cet affrontement-là ait été essentiellement non-violent, c'est un fait que personne ne conteste et dont furent témoins les télévisions et photographes du monde entier : c'est vraiment une foule aux mains nues qui a paralysé les forces de Marcos.

Beaucoup croient que, pour rendre inefficaces les fusils et les canons d'un ennemi, il faut tuer ou blesser ceux qui les manœuvrent. Les foules de l'EDSA ont montré qu'il existe une " alternative " : paralyser leur volonté de s'en servir. Qu'on y parvienne par l'appel à la " conversion " (comme le croient certains non-violents) ou, plus prosaïquement, en montrant que le recours à la force armée serait dérisoire et inefficace face à une foule qui a décidé de ne plus avoir peur, peu importe. L'objectif de l'action non-violente est atteint : paralyser les outils de la violence adverse sans avoir à mettre en œuvre une violence symétrique.

Ce qui s'est passé à Manille en février 1986 mérite donc de figurer dans la liste des " classiques " de la résistance civile. Plus d'un an après les faits, il était temps que notre revue y consacre un dossier. Nous l'avons fait en choisissant d'accorder une large

place aux témoignages des acteurs et des témoins, ainsi qu'aux photos. Une brève présentation des événements et un article qui propose interprétations et analyses complètent ce dossier. Il nous a également paru nécessaire de parler un peu de *l'après-février*. Il ne faudrait pas, en effet, idéaliser un régime, quel qu'il soit, sous prétexte qu'il est parvenu au pouvoir à la suite d'un affrontement non-violent ! Les difficultés auxquelles est confrontée Cory Aquino soulignent ce qu'avait de conjoncturel le consensus anti-Marcos de février. La situation actuelle des Philippines doit ramener à la lucidité ceux que les événements de février 1986 auraient portés à un enthousiasme non critique envers une non-violence perçue comme solution à tous les problèmes. Jusqu'à preuve du contraire, si l'on sait à peu près ce qu'est une lutte non-violente, personne n'a jamais montré dans les faits ce que pourrait être un " gouvernement non violent ".

Christian MELLON

Le fil des événements

Christian MELLON

Pour mieux comprendre les analyses, documents et témoignages de ce dossier Philippines, remettons-nous en mémoire le fil des événements qui ont conduit à la chute de Marcos et au rétablissement de la démocratie.

L'archipel des Philippines est constitué de 7 000 îles, dont 400 sont habitées. Il couvre une superficie de 300 000 km² (soit un peu plus de la moitié de la France) et compte 55 millions d'habitants. Le pays n'est indépendant que depuis 1946. Possession espagnole jusqu'en 1898, il passa ensuite sous tutelle américaine, puis fut occupé par les Japonais pendant la guerre.

Avec une constitution démocratique, inspirée du présidentialisme américain, la vie politique du pays a été longtemps dominée par la rivalité de deux grands partis (nationalistes et libéraux). Opposition de "clientèles" plus que de programmes, chaque "parti" étant en fait un réseau de voix fidélisées par des services rendus. En 1965, c'est le candidat nationaliste qui l'emporte : Ferdinand Marcos.

Le régime Marcos

Arrivé au pouvoir légalement, réélu en 1969, Marcos n'aurait pu – selon la constitution – briguer un troisième mandat en 1973. Il prend les devants et, en 1972, décrète la *loi martiale*, invoquant la nécessité de remettre de l'ordre dans un pays en proie à de nombreux troubles sociaux et au développement d'une guérilla communiste. De fait, ces troubles étaient

réels, non sans raison : malgré la croissance économique des années 60, l'inégalité dans la répartition des revenus restait parmi les plus fortes du monde. L'extrême pauvreté voisinait avec une richesse ostentatoire.

Prétendant vouloir remédier à ces injustices et établir une "nouvelle société", Marcos, en réalité, ne se soucie que de renforcer son pouvoir personnel et sa fortune. Sa femme Imelda, gouverneur de la ville de Manille, acquiert de plus en plus d'influence et fait investir d'énormes capitaux dans des programmes de prestige tout à fait improductifs.

Interdiction du droit de grève, contrôle étroit des syndicats, développement du pouvoir de l'armée, corruption effrénée, suspension des libertés (de presse, de réunion), arrestations arbitraires, tortures, disparitions... Triste litanie, hélas classique dans ce genre de régime.

Beaucoup croyaient que seule la guérilla pourrait un jour renverser la dictature. De fait, la NPA (*New People's Army*) comptait, en 1985, 10 à 15 000 combattants et s'appuyait sur un million de sympathisants. Les forces politiques regroupées autour du Parti communiste, dans un front de tous les partis de la gauche marxiste, avaient le soutien de 5 millions de Philippins. A cela s'ajoutait une guérilla musulmane très localisée.

Peu d'observateurs envisageaient que Marcos puisse être vaincu dans des élections. Trois raisons s'y opposaient : sa grande maîtrise des techniques de la fraude électorale ajoutée au fait que sa base "clientéliste" lui donnait déjà – hors fraude – quelques millions de voix ; la tactique de boycott des urnes de l'opposition de gauche, qui amputait un éventuel opposant d'un décisif paquet de voix ; enfin l'absence d'un candidat de l'opposition démocratique qui soit crédible et puisse faire l'unité sur son nom.

C'est pourquoi Marcos peut sans crainte lever la loi martiale en 1981, désireux de redorer son image "démocratique", notamment vis-à-vis de l'opinion internationale et de ses soutiens américains. Mais les difficultés ne vont cesser de s'aggraver pour son régime. La situation économique se dégrade : inflation, chômage (30 % !), dette extérieure, grève des investissements étrangers. Personne n'a confiance. La NPA double ses effectifs en cinq ans... La hiérarchie catholique, qui avait approuvé la loi martiale en 1972, change d'attitude. En juillet 1982, le cardinal Sin, archevêque de Manille, lors d'un voyage à New York, demande publiquement la démission de Marcos. En février 1983, dans une lettre pastorale lue dans toutes les églises, 92 évêques sur 102 dénoncent les violences, la pauvreté et la corruption. La même année, ils condamnent les détentions arbitraires.

C'est alors que survient l'événement qui, après coup, apparaît comme marquant le commencement de la fin pour le régime du couple Marcos : l'assassinat de Ninoy Aquino, le 21 août 1983.

Victoire posthume de Ninoy

Agé de 41 ans, issu d'une grande famille, Bénigno Aquino (familièrement appelé Ninoy) était un opposant de longue date à Marcos. On estime que, sans la loi martiale de 1972, il aurait été élu président en 1973. Arrêté en 1972, condamné à mort, il avait été gracié et avait obtenu, après 8 ans de prison, l'autorisation de se faire soigner aux Etats-Unis. L'été 1983, il décide de rentrer au pays, bien qu'on l'ait prévenu qu'il risquait sa vie.

C'est à sa descente d'avion qu'il est abattu. Le cortège de ses funérailles rassemble entre un et deux millions de Philippins. L'ampleur des réactions, intérieures et internationales, oblige Marcos à nommer une commission indépendante pour enquêter sur ce meurtre. Personne ne croit vraiment la version officielle, selon laquelle Ninoy aurait été victime d'un tueur à la solde des communistes. La commission d'enquête conclut qu'il y a eu complot des militaires contre le Sénateur. Elle met en cause 25 officiers, dont le général Ver, chef d'état-major. Ils seront jugés et acquittés en décembre 1985. L'indignation des Philippins devant ce verdict d'acquittement – suivi de la réinstallation du général Ver dans ses fonctions – constitue l'un des facteurs expliquant la mobilisation deux mois plus tard contre le régime.

L'assassinat de Ninoy Aquino sert de détonateur à l'opposition démocratique. La presse d'opposition se réveille. Grèves, manifestations, protestations contre les exactions de l'armée se multiplient. En mai 1984, les élections au Parlement créent une première surprise : malgré la fraude habituelle, 56 sièges (sur 183) vont aux partis du Centre, et parmi ceux-ci, au Laban, le parti que Benigno Aquino avait fondé en prison.

A l'occasion de ces élections s'organise un mouvement qui jouera un rôle essentiel en 1986 : le Namfrel (National Movement for Free Election). Il se donne pour but d'empêcher ou de limiter la fraude électorale, mobilisant des volontaires pour surveiller les bureaux de vote, protéger les urnes, vérifier les calculs.

Le Namfrel s'appuie surtout sur les réseaux de l'Eglise et bénéficie du soutien de la hiérarchie. Il s'agit là d'un important choix stratégique, qui ne fait pas l'unanimité parmi les chrétiens. Les plus radicaux, sans aller jusqu'à soutenir la guérilla, soutien-

ment plutôt les consignes de boycott des élections, lancées par le Bayan (regroupement des partis de gauche). Créer le Namfrel et le soutenir, c'est donc faire le pari qu'il est possible d'éliminer Marcos sans violence, par la voie électorale et par la mobilisation du "pouvoir du peuple" (people power). Un tel pari, pour beaucoup, paraît perdu d'avance.

Les déclarations des évêques contre le régime se font de plus en plus nettes. En juillet 1984, par exemple, ils déclarent nécessaire «une révision de tout le système économique et politique, seule alternative à la révolution sanglante». En même temps, ils s'inquiètent de l'attrait exercé par les communistes sur une partie du clergé et sur les jeunes les plus généreux et idéalistes. Depuis plusieurs années, sous l'impulsion d'hommes comme l'évêque Francisco Claver (parfois appelé "le Camara des Philippines"), la non-violence active est préconisée comme un moyen de lutter contre la dictature et les injustices sociales sans tomber dans l'engrenage de la violence. Des séminaires de formation à l'action non-violente sont organisés. Ils sensibilisent peu à peu une frange restreinte de militants chrétiens qui joueront un rôle important en février 1986. C'est le cas notamment de Butz Aquino, le frère du sénateur assassiné (1).

Peu avant son assassinat, Benigno Aquino avait annoncé qu'il revenait pour lutter de manière non violente pour la justice et la liberté. En devenant, par la main des tueurs de Marcos, un "martyr", il n'a pas seulement réveillé le peuple philippin de son apathie légendaire. Il a aussi contribué à revaloriser la voie de l'opposition démocratique et non violente.

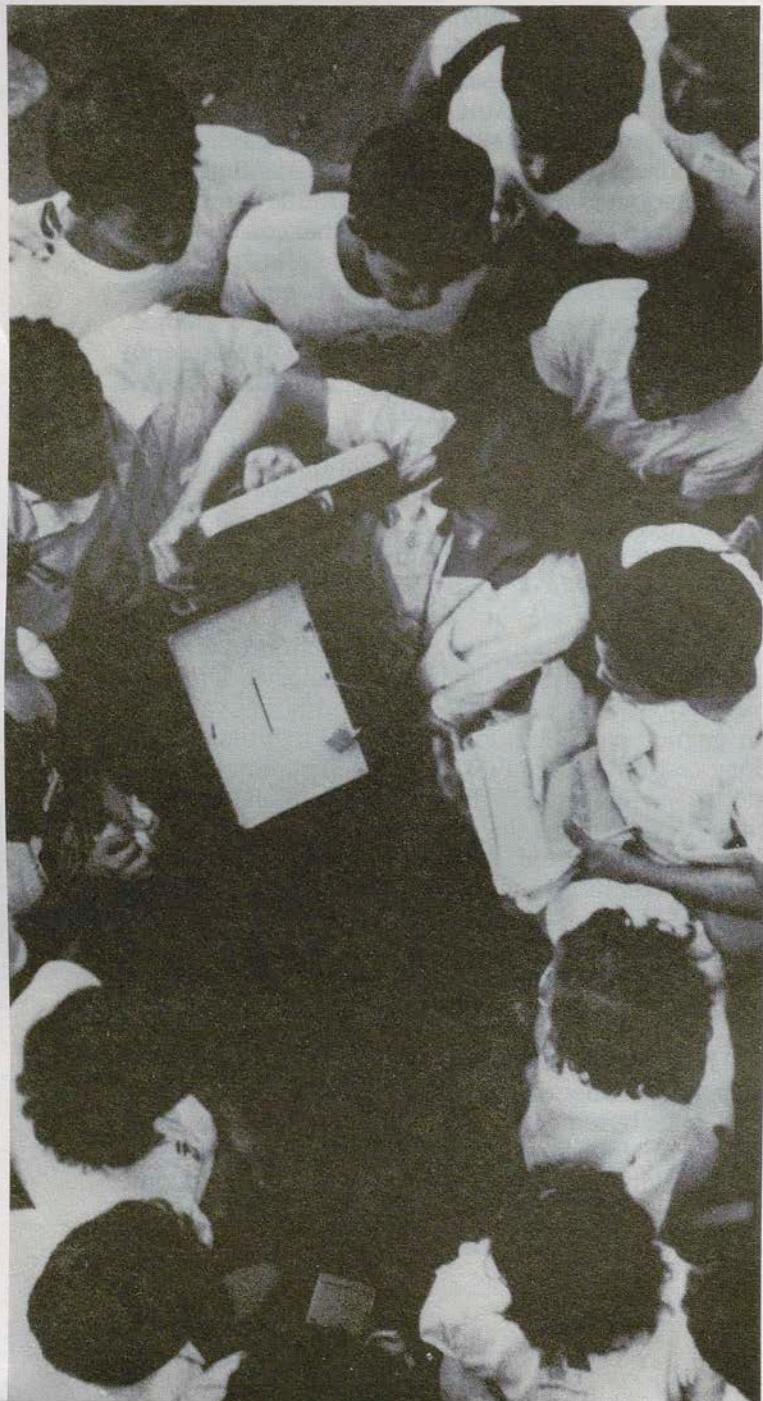
Les élections

Percevant que Marcos était affaibli par son image de dictateur, les Etats-Unis font pression sur lui pour qu'il se soumette à un test de popularité en avançant d'un an les élections prévues pour 1987. Le 3 novembre 1985, Marcos annonce que ces élections se

tiendront le 7 février 1986. Il pense ainsi prendre l'opposition au dépourvu : divisée entre de nombreuses factions, elle ne saura pas – croit-il – s'unir sur un seul candidat. Corazon Aquino, la veuve du sénateur assassiné, se laisse persuader de poser sa candidature. Pour vaincre ses réticences, il a fallu rassembler en quelques jours un million de signatures de soutien à sa candidature ! Mais elle a peu de chances de battre Marcos si d'autres candidats se partagent les voix de l'opposition. Or, le leader du parti centriste Unido, Salvador Laurel, tient à courir sa propre chance. Quelques heures avant la clôture du délai de dépôt des candidatures, il y a deux candidats contre Marcos : Cory Aquino et Laurel.

Le cardinal Sin offre sa médiation et réunit chez lui Cory et Laurel. Il parvient à persuader Laurel de s'inscrire comme candidat à la vice-présidence derrière Cory. Du coup sont réunies les conditions de la victoire, malgré la consigne de boycott que maintient la gauche. Les foules que Cory rassemble tout au long d'une épuisante campagne électorale montrent clairement qu'elle devrait gagner... si les élections ne sont pas truquées ! Or, il est évident que Marcos va tenter de gagner par la fraude, comme d'habitude. C'est donc cette fraude qu'il faut empêcher ou, au moins, mettre en évidence. Tel est, au fond, le véritable enjeu des élections du 7 février : convaincre Marcos de fraude électorale, aux yeux du peuple, des mille correspondants étrangers et de la délégation officielle des Etats-Unis. Dès le 19 janvier, l'épiscopat a mis les points sur les i : « Si un candidat gagne par tricherie, il ne peut obtenir le pardon de Dieu qu'en renonçant à la charge obtenue par fraude ».

Le 7 février, le Namfrel a mis en place un dispositif impressionnant : 500 000 volontaires doivent surveiller les bureaux de vote, intervenir lors des incidents, protéger les urnes ; un réseau de communications (téléphones, télex, 17 radios de l'Eglise) doit transmettre les résultats ; une série d'ordinateurs est en place pour faire le compte assez rapidement.



Le scrutin, marqué par un taux élevé de participation, donne lieu à de nombreuses violences (une cinquantaine de morts dans le pays), destinées à intimider les électeurs ou à décourager les observateurs du Namfrel. Dans bien des cas, ceux-ci doivent protéger physiquement les urnes (voir photo) pour éviter qu'elles ne soient remplacées, dans la nuit suivant le scrutin, par d'autres urnes bourrées d'avance. Le Namfrel peut assez vite dénoncer de multiples cas de fraude : achats de voix (pour 300 pesos), suppression de plusieurs millions de noms sur les listes électorales, vote de personnes absentes, etc. Mais le truquage le plus massif intervient à travers les opérations de comptage des résultats par la commission officielle, la Comelec. Celle-ci travaille très lentement, probablement parce que Marcos « attend de savoir de combien de votes supplémentaires il a besoin », selon l'explication avancée à la TV américaine par l'observateur officiel du Congrès des Etats-Unis. La fraude de la Comelec est si patente que trente de ses employés décident de cesser leur travail pour protester contre le fait qu'on leur fait mettre dans les ordinateurs des chiffres différents de ceux qui proviennent des bureaux de vote. Ce geste courageux (il fallut cacher ces personnes dans un couvent pour les soustraire à la vengeance de Marcos) achève de déconsidérer les chiffres officiels. Seuls ceux du Namfrel trouvent crédit auprès des journalistes et observateurs étrangers. La fraude n'était pas nouvelle, mais elle était désormais *prouvée*, et cela changeait tout : loin de restaurer son image démocratique, ces élections achevaient de discréditer Marcos.

Dès le dimanche 9, au cours d'une messe, Cory Aquino est présentée par un évêque comme « la présidente élue ». Le soutien de l'Eglise à Cory va s'affirmer plus vigoureusement encore, le 14 février, par la publication d'un document tellement dangereux pour Marcos que sa femme Imelda tenta d'en empêcher la publication en rendant visite, à 2 heures du matin, au cardinal Sin ! De fait, ce document déclarait tout simplement que le gouvernement de Marcos était mora-

lement illégitime et que les citoyens ne lui devaient plus obéissance, en raison de la "fraude sans précédent" qu'il avait commise. Le peuple devait, selon les évêques, recourir à la lutte non violente pour obliger le gouvernement à se démettre (2).

Désobéissance civile

Cette "résistance selon l'Evangile" prônée par les évêques dans leur document du 14 février, Cory Aquino va lui donner un contenu concret : la "désobéissance civile". Le 16 février, au terme d'une "messe de la Victoire", alors que Marcos s'est fait proclamer président par son parlement, Cory s'adresse à un million de ses partisans habillés de jaune, couleur qui est devenue le symbole du "pouvoir populaire". Elle demande à tous de boycotter les entreprises appartenant à Marcos ou à ses complices : chaînes de télévision, journaux, banques, restaurants, supermarchés, brasseries. Elle annonce un programme de grèves et manifestations, et invite à retarder le paiement des factures d'eau et d'électricité. Elle donne rendez-vous, à tous, pour une information libre et exacte, sur Radio Veritas.

Ces mesures de désobéissance civile, même suivies massivement, ne paraissent pas suffisantes pour contraindre Marcos à la démission. Journalistes et observateurs en sont conscients. Il ne serait cependant pas exact de prétendre – sous prétexte que Marcos a finalement été vaincu dans une épreuve de force d'une autre nature – que la campagne de désobéissance civile était incapable, à terme, de déstabiliser son régime. Quand une population catholique à 85 % s'entend dire par les autorités religieuses que le gouvernement n'est plus légitime, et que la résistance est une obligation morale, peu importe que les formes de cette résistance n'aient pas une efficacité immédiate. Cette population est entrée dans une sorte de dissidence larvée qui la rend ingouvernable. Même si l'opposition à Marcos ne s'était finalement cristallisée en

quatre jours dramatiques, le régime était déjà mortellement blessé. La communauté internationale ne s'y trompait pas. Seule l'URSS reconnaît le gouvernement de Marcos après les élections. Les pays de la CEE annoncent qu'ils boycotteront la cérémonie d'investiture, prévue pour le 25 février. Même le président Reagan commence à envisager de lâcher son protégé, essayant dans un premier temps de suggérer un accord entre lui et Cory Aquino !

People power

Au lieu de l'épreuve de force de longue durée que laissait prévoir la campagne de "désobéissance civile", tout se décida dans une crise décisive en moins de quatre jours.

Le samedi 22, dans l'après-midi, Radio Veritas diffuse une conférence de presse du ministre de la Défense, Ponce Enrile, et du nouveau chef d'état-major, le général Ramos. Accusant Marcos de fraude massive dans les élections, ils déclarent que Cory Aquino est la présidente légitime. Ils invitent les forces armées à se joindre à eux et se barricadent dans le Camp Aguinaldo, siège du ministère de la Défense.

Marcos ne réagit pas immédiatement, erreur fatale pour lui. Se contentant de dénoncer les rebelles à la télévision et de les inviter à "cesser cette stupidité", il laisse s'écouler quelques heures décisives. Dans la soirée, sur Radio Veritas, le beau-frère de Cory, Butz Aquino, appelle les habitants de Manille à se rendre au Camp Aguinaldo pour manifester leur soutien aux deux rebelles. A 22 heures, le cardinal Sin intervient en personne pour lancer le même appel solennel : « Ce sont nos amis, dit-il. Bloquez les entrées des camps, empêchez les troupes gouvernementales de les attaquer. Il ne faut pas que des Philippins tuent d'autres Philippins. Priez et veillez. Restez à l'écoute de Radio Veritas. Je vous donnerai les instructions au fur et à mesure ». Cet appel fut entendu au-delà de toute espérance. Dès cette nuit-là, plu-

sieurs centaines de milliers de personnes se massèrent dans l'Epifania de Los Santos Avenue (EDSA), l'avenue qui passe devant les camps Aguinaldo et Crame. Leur nombre montera à deux millions le lundi.

Plutôt que d'attaquer cette foule, Marcos s'en prend à un élément essentiel de l'opposition : Radio Veritas. A 5 h 30 du matin, un commando détruit les émetteurs. Les rebelles vont-ils être privés des moyens de se faire entendre ? A 8 heures du matin, les techniciens de la radio parviennent à remettre en marche un vieil émetteur, suffisant pour couvrir Manille et sa région.

Le dimanche 23, la foule continue à affluer sur l'EDSA. Foule familiale, festive et joyeuse : on vient comme au pique-nique, avec les enfants et les tout petits. Beaucoup prient. La distribution de vivres s'organise. Le danger n'est pas encore perceptible. Vers 15 heures, Enrile quitte le camp Aguinaldo pour rejoindre Ramos dans le camp Crame, juste en face.

C'est vers 17 heures que commencent les affrontements entre les chars et la foule. Un détachement de "marines", avec cinq tanks et huit véhicules blindés, tente de se frayer un chemin vers le camp Crame, pour attaquer les insurgés. Une barricade humaine se forme sur leur chemin. Désemparés, les militaires s'arrêtent. Fusils et mitrailleuses pointés sur la foule, ils menacent de tirer. Mais les gens refusent de s'écartier. Ils cernent les véhicules, interpellent les soldats, les invitent à rejoindre les rebelles. Certains offrent des fleurs, des boissons, de la nourriture. Plus tard, un soldat racontera son désarroi : « On nous avait appris à disperser des manifestants à coups de matraques. On ne nous a pas dit ce qu'il fallait faire quand une jeune fille nous offre des fleurs ».

Le général Tadiar intervient alors. Il menace la foule d'ouvrir le feu si elle ne se disperse pas. Personne ne bouge. Il essaie de faire avancer les véhicules. La barricade humaine, au premier rang de

laquelle des religieuses à genoux disent le chapelet, ne recule pas. Le général ordonne alors le repli (3).

La nuit du dimanche au lundi se passe dans l'angoisse et l'incertitude. D'autant plus que l'émetteur de Radio Veritas est tombé en panne. Heureusement, la voix familière d'une animatrice de cette station, June Keithley, se fait à nouveau entendre à partir de minuit trente. Une autre radio, non repérée par les forces loyalistes, vient de se mettre à la disposition des rebelles. Elle informe à nouveau sur les mouvements des troupes gouvernementales, grâce aux informations de dizaines de radio-amateurs dispersés dans l'agglomération. Elle maintient le moral de la foule qui veille sur l'EDSA.

A cinq heures du matin, le lundi 24, trois à cinq mille marines parviennent à s'emparer du camp Aguinaldo, abandonné la veille par les rebelles. De là, ils doivent lancer l'attaque contre le camp Crame que la foule entoure. Mais les artilleurs refusent de tirer, prétextant qu'ils risqueraient de tuer une grande quantité de civils. Les défections de militaires se multiplient. Sept hélicoptères chargés d'attaquer le camp des rebelles s'y posent paisiblement et leurs équipages rejoignent Ramos.

Vers 7 heures du matin, le bruit court que Marcos a quitté le pays. La radio des rebelles diffuse la nouvelle. La joie éclate, de courte durée : à 9 heures, Marcos apparaît sur la "Chaîne 4" de télévision, aux côtés du général Ver. Ce dernier lui demande, en direct, la permission d'écraser les rebelles avec de l'artillerie. Marcos refuse. Il semble que Reagan ait menacé de l'abandonner complètement s'il donnait l'assaut. Soudain, le visage de Marcos disparaît de l'écran : l'émetteur de la "Chaîne 4" vient de tomber aux mains des rebelles. Dès l'après-midi, ses émissions reprennent avec des journalistes et commentateurs favorables au "people power". Marcos y est désigné comme "l'ex-président".

Cory Aquino se trouvait loin de Manille quand commença la rébellion. De retour dans la soirée du

dimanche, elle réapparaît le lundi matin en public et parle à la radio. Elle appelle la foule à se rassembler à nouveau autour du camp Crame. Vers deux heures, il y a presque deux millions de personnes sur l'EDSA ! Même si les militaires se décidaient maintenant à tirer dans la foule, pourraient-ils physiquement passer à travers deux millions de personnes ? Il est clair que le dénouement approche. Enrile et Ramos affirment que 80 % de l'armée est maintenant pour eux. Quand Marcos décrète un couvre-feu, sur l'une des chaînes de télévision qu'il contrôle encore, il apparaît plus ridicule que dangereux : deux millions de personnes sont dans la rue, et on leur ordonne de rentrer chez elles la nuit tombée !

C'est un Marcos déjà battu, abandonné de tous, y compris désormais des Américains, qui se prête le mardi matin à une dernière mascarade : la retransmission télévisée de sa prestation de serment comme président. Aucun diplomate n'est présent. Au moment où il va prononcer la formule, l'émetteur tombe entre les mains des rebelles qui coupent l'image. Au même moment, Cory Aquino et Salvador Laurel prêtent serment devant les caméras d'une autre chaîne, qui fonctionnent très bien. Immédiatement, Cory nomme Laurel premier Ministre, Enrile ministre de la Défense et Ramos commandant en chef de l'armée. La nomination de ces deux hommes, connus pour leurs bonnes relations avec les Américains, achève de convaincre Reagan qu'il peut et doit laisser tomber Marcos. Dans la soirée, des hélicoptères américains viendront chercher l'ex-président, sa famille et ses caisses d'argent, d'or et de bijoux. Une partie de la presse occidentale en tirera la conclusion que Marcos est tombé *parce que* Reagan l'avait lâché. C'est un total contre-sens. Il faut dire le contraire : Reagan a lâché Marcos *parce que* le mouvement de "people power" avait déjà virtuellement gagné. Ce n'était plus qu'une question de temps. Le lâchage de Marcos par Reagan a seulement abrégé l'affrontement et peut-être permis d'éviter que les loyalistes ne se



livrent à d'ultimes tentatives sanglantes contre la foule ou les rebelles. Mais il n'a pas été la *cause* de la défaite de Marcos ; il en a été la *conséquence*.

Avant d'en arriver à la liesse du mardi soir, quand fut connu et confirmé le départ du dictateur honni, la journée avait été marquée par diverses alertes, notamment autour de l'émetteur de la " Chaîne 4 ". Plusieurs fois, Radio Veritas lança des appels à protéger cette station en formant des barricades humaines contre les assaillants redoutés. Chaque fois, la réponse de la foule fut massive. L'image de ces foules cherchant à paralyser les forces de violence au lieu de retourner contre elles une violence symétrique restera, à juste titre, la représentation la plus exacte de ce que fut la " révolution de l'EDSA ", le " people power " de février 1986.

Notes

(1) Ce travail de sensibilisation à la non-violence fut mené par le mouvement non-violent Akkapka, qui s'est constitué après le passage de Jean et Hildegard Goss, en 1984. Ce mouvement est animé par un jésuite philippin, José Blanco, et une mère de famille, Tess Ramiro.

Sur Akkapka, voir *Non-violence actualité*, n° 91. Voir aussi l'interview de José Blanco dans les *Cahiers de la Réconciliation*, 1986, n° 3.

(2) Sur l'histoire de la rédaction de ce document, sur les pressions qui s'exerçèrent pour en empêcher la publication et, plus largement, sur le rôle de l'Eglise dans les événements, voir le remarquable article de Francisco Claver (l'un des évêques les plus engagés dans la lutte contre Marcos) : « L'Eglise et la révolution : la solution philippine », dans la revue *Etudes*, juin 1986.

(3) Sur cette phase absolument cruciale de l'affrontement, voir le récit très circonstancié d'un témoin direct, Amado Lacuesta, dans la partie " témoignages " de ce même numéro.

La révolution vue par ses acteurs

Les habitants de Manille racontent ce qu'ils ont vécu

Voici quelques témoignages de témoins ou d'acteurs des événements de février. Ils ont été choisis, parmi des centaines d'autres, dans un livre publié dès l'été 1986 à Manille, People Power. Cet ouvrage, dont sont également extraites les photos de ce numéro, constitue un document de première importance pour savoir comment les événements ont été vécus. Nous les présentons ici dans l'ordre chronologique.

Les élections

Vicente PATERNO, président de la Namfrel à Manille

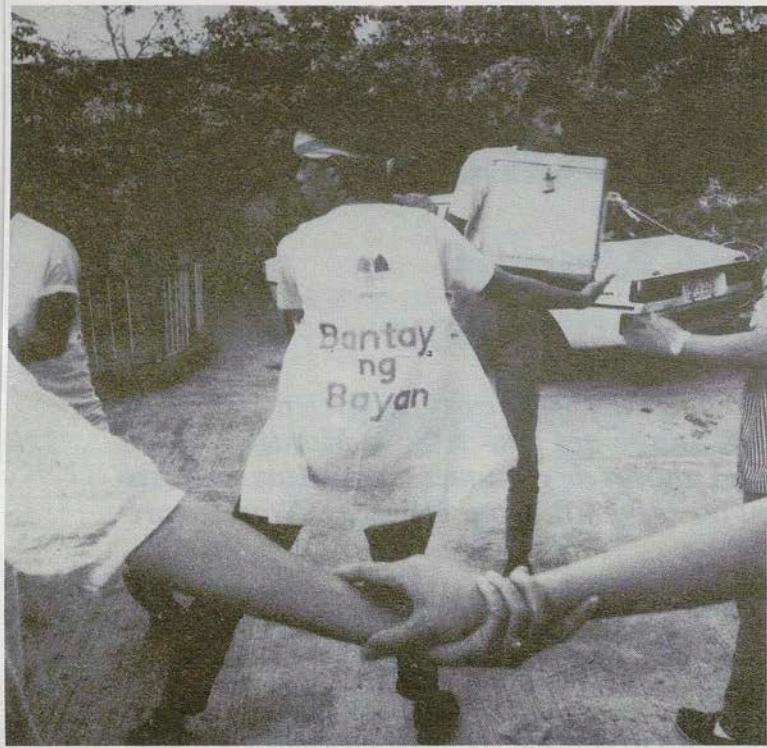
Avant les élections, nous avions organisé des forces d'intervention – environ trois cents personnes et vingt-cinq jeeps. L'idée était d'envoyer un groupe, chacun comprenant un juriste, un photographe et douze syndicalistes au moins, dès qu'il y avait un problème quelque part. En deux heures, toutes nos forces étaient déployées, tellement il y avait de troubles dans Manille.

Nous avons entendu un appel à la radio : des "goons" (1) avec des pistolets mitrailleurs étaient venus semer la terreur dans un bureau de vote à Guadalupe. Des coups étaient tirés en l'air. Nous sommes partis aussitôt pour Guadalupe. Les "goons" étaient partis mais le centre était encore en émoi (...).

Je suis allé à la paroisse de San Antonio et j'y ai trouvé Isabel W. qui, pour faire face aux violences autour du bureau de vote de Makati, avait dû faire appel aux volontaires. Ils tenaient une réunion pour décider s'ils devaient continuer ou simplement manifester contre les fraudes commises.

J'ai reçu un appel du groupe de Mutinglupa. Nos gens disaient que des "goons" armés rôdaient dans le coin et que cinq bureaux de vote étaient en effervescence. Ils demandaient s'ils pouvaient se retirer. Je leur ai dit qu'ils étaient les mieux placés pour apprécier la situation et qu'ils devaient en décider eux-mêmes. J'ai simplement demandé, au cas où ils se décideraient à partir, qu'ils le fassent en ordre et groupés et que les volontaires aillent ensuite rejoindre d'autres bureaux de vote pour renforcer leur protection. De cette façon, nous pouvions faire des retraits stratégiques et consolider nos forces ailleurs.

A ce moment, c'était une véritable situation de guerre. Le bruit courait par exemple qu'un homme avait été poignardé à Malabon. Certains quartiers de



Manille étaient tout à fait calmes, mais les secteurs sud et nord étaient très troublés.

Nous n'avions pas prévu des problèmes de cette ampleur. Je pensais que 300 personnes réparties en 25 groupes d'intervention seraient assez nombreuses. Et nous avions mobilisé 600 religieuses, les "marines" de la Namfrel. Nous avions dressé une liste des bureaux de vote à problèmes, et nos "marines" étaient répartis entre ces points chauds. Nous disposions aussi d'un réseau de communications radiophoniques supérieur à celui de 1984.

En 1986, nous avions donc les "marines" de la Namfrel, les groupes d'intervention et probablement 30 000 volontaires. Nous avions une véritable armée. Mais nous ne pensions pas que la fraude serait pratiquée à une telle échelle et avec un tel cynisme.

Nous comptions aussi sur le fait que cette élection allait être entièrement couverte par les média étrangers. J'ai dit aux gens à Makati : « Vous êtes l'instrument de la volonté divine dans cette élection, car les violences qui ont eu lieu ici, à Makati, ont été vues sur toutes les télévisions du monde... ».

L'impudence du parti au pouvoir – ils ont tabassé des gens sous l'œil des caméras de télévision – le cynisme de leurs accusations – ils ont accusé les religieuses de tricher et de voler les urnes – nous ont stupéfiés. Nous nous attendions à ce qu'ils trichent, mais pas de façon aussi éhontée.

Samedi 22 février

Francisco TATAD, ancien ministre, président du parti social-démocrate chrétien

Marcos a dit au pays qu'il ne céderait pas la place. Il ne semble pas en danger d'être démis par la force. Il a menacé de répondre à la force par la force et n'a laissé aucun doute sur sa volonté de recourir aux Forces Armées pour exercer son "mandat".

L'après-midi du samedi 22 février, Radio Veritas a interrompu ses programmes pour retransmettre une conférence de presse improvisée par le ministre de la Défense et le vice-commandant en chef. Au camp Aguinaldo, quartier général d'Enrile, ils annoncent qu'ils cessent d'obéir à celui qui fut longtemps leur président et commandant en chef. Ils se sont retranchés dans le ministère de la Défense, après avoir appris que Marcos avait ordonné de les arrêter, ainsi que d'autres militaires réformistes.

Dans la soirée, Marcos apparaît à la télévision pour annoncer l'échec d'un coup d'Etat monté par des militaires réformistes. Il demande à Enrile et Ramos de "cesser cette bêtise" et de se rendre aux forces du général Ver.

Le jeune frère de Ninoy Aquino, Agapito, appelle les groupes militants à se réunir autour du camp pour donner à Enrile et Ramos le soutien de la rue. Le cardinal Sin le suit, demandant aux gens d'apporter de la nourriture et de sortir dans les rues pour bloquer tout mouvement des troupes hostiles. Dans l'heure qui suit, des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants entourent les entrées des camps militaires. C'est une foule en fête.

Amado LACUESTA, scénariste

Quand nous réalisons ce qui se passe, nous crions de joie dans la voiture. Triomphant, je proclame que Marcos est fini. Nous avons gagné. Après cette première excitation, une affreuse pensée me refroidit et j'essaie de la repousser : c'est la guerre civile.

Rentrés à la maison, je dis à mon fils de préparer une cassette : je veux enregistrer le discours de démission de Marcos dont je suis certain qu'il ne va pas tarder. Il ira bien à côté de l'enregistrement de sa déclaration de loi martiale, il y a quatorze ans, que je garde encore.

Sur Radio Veritas, Enrile et Ramos en appellent au "pouvoir du peuple". C'est la première fois que cette expression a un impact sur moi. Je ne suis pas encore sûr de ce qu'Enrile et Ramos veulent vraiment dire. Je suis sceptique. C'est seulement quand le cardinal Sin fait le même appel plus tard que je me sens un peu mieux.

Radio Veritas demande aussi que davantage de gens se rassemblent à sa station d'émission de Fairview. Ce qu'on attend exactement de ce "pouvoir du peuple" n'est pas encore très clair.

César UMALI

Il était à peu près 10 heures du soir quand j'ai entendu, sur Radio Veritas, Butz Aquino demander à des civils volontaires de se rendre immédiatement aux camps Crame et Aguinaldo. « Quoi, me dis-je, que

peuvent faire des civils, sinon mourir, sous le feu croisé de deux groupes de soldats professionnels ? Va-t-on donner des fusils aux volontaires pour qu'ils combattent aux côtés des rebelles ? ». J'étais sans doute plus effrayé à l'idée de répondre à l'appel de Butz qu'étonné par son exhortation. Je n'aurais jamais imaginé qu'on venait de mettre en marche l'antidote à Marcos, ce qu'on appelle le pouvoir du peuple.

Francisco ARANETA, prêtre

J'ai entendu Butz Aquino lancer son appel à des volontaires, pour qu'ils le rejoignent à Cubao et que, de là, ils marchent vers Crame et Aguinaldo pour soutenir les soldats. J'ai grommelé en moi-même : « Où va cet imbécile ? ». Quand le cardinal fit son appel, heureusement que je dormais ; autrement j'aurais été coupable de penser que mon cher supérieur avait lui aussi perdu l'esprit.

Mais qui a donné à Butz et au cardinal des idées aussi imprudentes ? Je soupçonne fortement que c'est le Saint-Esprit.

Dimanche 23 février

Carlos GUYIAB

J'étais à Ortigas lorsque, le dimanche après-midi, les chars ont essayé d'attaquer. Il y avait beaucoup de monde mais ce sont les religieuses qui furent les véritables héros. Ce sont elles qui étaient aux premiers rangs. Lorsque les chars se sont ébranlés, elles n'ont pas bougé. Des gens ont commencé à battre en retraite, mais les religieuses empoignaient leur chapelet et restaient impassibles.

Elles avaient une excellente stratégie et du sang-froid. Elles nous demandaient de rester derrière elles tandis qu'elles s'entretenaient avec les soldats. Elles disaient que rien ne pouvait être résolu en se dispu-

tant. « Parlez-leur. Offrez-leur de l'eau et des cigarettes », disaient-elles. Elles apaisaient ceux qui avaient le sang chaud.

Les religieuses ont été nos leaders.

Yolanda LACUESTA

D'ordinaire, je haïssais les militaires et les soldats. Mais je me suis retrouvée ce dimanche à préparer des sandwiches pour eux. J'avais entendu à la radio qu'ils avaient besoin de nourriture. J'ai dû me frayer un chemin à travers la foule pour pouvoir leur en apporter. Je me suis rappelée toutes les fois où je les avais injuriés lors des meetings et j'étais maintenant stupéfaite d'aller si loin et de travailler si fort pour eux.

Vic HELLY, jésuite

Une estrade avait été dressée au milieu de l'EDSA et des comédiens distraisaient la foule. Le spectacle fut soudain interrompu par une annonce : « Les chars du gouvernement viennent pour attaquer les camps. Il faut beaucoup de monde pour aller au devant d'eux et les immobiliser ». Une grande partie de la foule la plus proche d'Ortigas s'en alla pour arrêter les chars. Lorsque nous arrivâmes à ce qui devait être, nous dit-on, la première ligne de défense contre les chars, nous nous arrêtâmes.

Un petit mur de sacs de sable s'étendait à travers l'EDSA. (Pas vraiment un mur ; juste un sac de haut). Un homme donnait des instructions dans une sono installée sur le toit d'un break. « Ecoutez attentivement. Priez Dieu que vous n'ayez pas à suivre ces instructions. Mais, au cas où vous devriez le faire, elles sont importantes. Si les chars viennent et commencent à tirer dans la foule – j'espère que cela n'arrivera pas – mais si cela arrive, alors... ». J'eus un peu la nausée à ce moment. Je regardais les gens debout sur les sacs de sable. Ils étaient jeunes, autour de vingt ans, avec toute la vie devant eux, considérant avec flegme l'EDSA où pouvait surgir, d'un moment à

l'autre, le canon d'une mitrailleuse perchée sur un char. Derrière eux, les soutenant, il y avait toutes sortes de gens, une jeune mère enceinte et un bébé dans les bras, des familles avec des enfants de tous les âges, des tout petits aux adolescents. Des hommes et des femmes de tous âges. Il y avait là un docteur qui avait au moins 70 ans. Ils semblaient quelque peu troublés par les instructions. Mais je vis que personne ne s'en allait, que personne ne cédait à la peur. Au lieu de cela, beaucoup de gens priaient.

Amado LACUESTA, scénariste

La curiosité m'entraîne. Bientôt, je suis sur Ortigas et regarde mon premier véhicule blindé – je crois au début que c'est un char. Il est là, le moteur arrêté, entouré par la foule. Des gens se pressent sur un mur qui forme un coin. Il y a là un espace où se trouvent des chars dont on ne voit que le sommet et les banderoles rouges. Cela me rappelle vaguement un film de guerre. Mon cœur commence à battre un peu plus fort.

Je me fraie un chemin à travers la foule vers cet endroit et, soudain, je me trouve au bord d'une mer de gens agenouillés. Ils prient. Une mère de famille au visage pieux, habillée en blanc, dirige la récitation du rosaire, les yeux tournés vers le ciel, d'une voix forte et suppliante. Dans la foule agenouillée autour d'elle, il y a surtout des hommes et quelques jeunes femmes. Un homme avec une coiffure africaine tient son rosaire très haut devant sa poitrine. A côté, un homme entre deux âges, un fonctionnaire peut-être. Une jeune femme pleure en priant. Quelqu'un brandit une petite statue de la Sainte Vierge, telle que j'en ai vu des dizaines tout au long de l'EDSA.

Au-dessus de ce rassemblement agité plane un de ces hélicoptères militaires dont le vrombissement lourd et pénétrant évoque le film *Apocalypse Now*.

Les soldats sur le véhicule blindé, le corps bardé de munitions, ont l'air dur et comme morts. Les gens dans la foule leur parlent avec une gentillesse presque

désespérée ; ils leur envoient des paquets de cigarettes. Mais les soldats ne répondent pas. De temps à autre, ils promènent leurs regards sur la foule avec des yeux durs, mais évitent le regard des gens. Ils semblent plus tendus encore que ceux qui leur font face. Leur discipline est effrayante.

Quelqu'un dit que ce sont des marines qui viennent juste d'arriver de Davao et, je ne sais pourquoi, j'éprouve un sentiment troublant de parenté. J'ai envie de dire que moi aussi je suis de Davao, mais je ne le fais pas. Ceux qui, avec acharnement, récitent

leur rosaire font une pause alors qu'un étudiant commence à s'adresser à nous.

Lui et Guingona ont négocié avec le chef des marines, le général Tadiar. En attendant Guingona, qui est parti porter un message de Tadiar à Ramos, il nous informe que Tadiar veut que la foule laisse passer ses blindés. La foule se fâche ; elle est parcourue par des murmures de colère et des huées. Il demande notre attention. Le général grimpe alors à ses côtés, aidé par ses marines au visage fermé.

Le général semble petit, trapu, mais comme ses



hommes, il a l'air sombre et inflexible. Il prend le mégaphone pour s'adresser à la foule ; il la fixe avec un regard sinistre lorsqu'elle ne semble pas comprendre. J'aide à apaiser la foule, craignant qu'on mette trop à l'épreuve la patience de cet homme.

« J'ai des ordres », dit-il. Il explique (avec le ton de quelqu'un qui n'a pas l'habitude de devoir expliquer ce qu'il veut) qu'il veut simplement amener son unité derrière Aguinaldo, rien de plus. Il ne veut faire de mal à personne.

L'étudiant lui dit que c'est notre décision. Il lui rappelle que nous sommes ici parce que nous voulons éviter une confrontation sanglante. Si les hommes et les blindés du général atteignent le dos d'Aguinaldo, ils se retrouveront face à face avec les hommes d'Enrile et de Ramos. Qui sait ce qui pourrait alors arriver ?

La tension monte, des "non" pressants partent de la foule. Soudain, sortant de mon attitude d'observateur, je me mets moi aussi à crier "non !".

A quelque distance, perchés sur des autobus et des murs blanchis, des gens commencent à crier avec défi : "Cory !". Tadiar grimace. Les soldats sur le véhicule blindé et devant lui tiennent leurs fusils prêts. Je me demande s'ils ont enlevé le cran de sûreté.

« J'ai des ordres ! ». Cette fois, c'est une menace. La nuit sera là dans moins d'une heure, dit-il. Qui sait ce qui pourrait arriver lorsque l'obscurité sera tombée. Il faudrait maintenant se mettre en sûreté. Butz Aquino arrive, escalade spontanément le véhicule blindé et se saisit du mégaphone. Tadiar a l'air dépité. Aquino parle à la foule. Il rappelle quel est le but du pouvoir du peuple : empêcher une effusion de sang. On nous demande à nous si nous voulons laisser passer les marines. La réponse est unanime, grave, intraitable : "Non !". Le général hausse les épaules, dit quelque chose à ses soldats. Les soldats font descendre du véhicule Aquino, l'étudiant et un journa-

liste japonais intrépide. Soudain, le moteur tousse, laisse échapper une fumée noire.

Cris de surprise et d'angoisse. La récitation du rosaire reprend, avec plus de hâte cette fois-ci. La panique nous envahit tous. Sans réfléchir, je tombe à genoux. Le moteur du blindé s'emballe à nouveau, crache de la fumée noire à nouveau. Au fond de ma tête, je pense à Lolly et à nos enfants, Sarge, Kite, Rock et Andi. Des larmes affluent à mes yeux, spontanément ; ma poitrine se soulève puissamment ; un sanglot s'arrache de ma gorge. Levant les yeux, je n'aperçois que le général et ses soldats, disciplinés, le regard dur.

Je suis en colère. J'ai mal. Je suis désespéré, ne sachant pas exactement pourquoi. Je sais seulement que ces hommes en tenue de combat sont des Philippins. Je sais seulement que cela ne devrait pas arriver. Mais il n'y a plus rien à faire maintenant, pas ici sur le passage de cette énorme montagne d'horrible métal qui apparaît, menaçante.

Je crie et dresse mes mains, les défiant : « Allez-y ! Tuez-nous ! ». Je n'ai que vaguement conscience des huées et des sifflets de ces milliers de personnes, là, dans les rues, sur les murs et sur les autobus, du cliquetis des appareils photo, du vrombissement furieux des moteurs.

La montagne de métal fait une secousse en avant. Tout autour, des cris de défi, nerveux. Les prières montent encore d'un ton. Je me demande à quoi ça doit ressembler d'être écrasé sous des tonnes de métal.

La montagne de métal fait un nouveau bond en avant. Mais personne ne bouge, à l'exception de journalistes excités à l'affût d'un meilleur angle. Puis le moteur s'arrête. Il y a une seconde de silence d'ébaissement. La foule explose en acclamations et en applaudissements déchaînés.

Le général Tadiar nous regarde, se retourne et secoue la tête. Il disparaît quelque part à l'arrière. Les



5564 BALI MIA
5564 BALI MIA

soldats regardent, mal à l'aise, refusant encore de nous regarder dans les yeux.

Pour la première fois, je fais attention aux hommes qui m'entourent. Ce sont des hommes ordinaires. Certains sont en espadrilles. La plupart portent des tee-shirts, chers ou bon marché. Celui qui est juste à côté de moi porte un jean effilé et des savates en caoutchouc, les pieds sales et en mauvais état. Il n'y en a pas tant que ça qui manifestent ostensiblement leur soutien à Cory. Je me sens un peu voyant avec ma casquette à visière au nom de Cory et mon casque-radio autour du cou.

Pour la première fois aussi, juste devant, à une longueur de bras du blindé, j'aperçois trois religieuses agenouillées et priant. Elles sont frêles et incongrues devant ce blindé et ces soldats. Elles semblent sereines.

Un vendeur de cigarettes sillonne la foule compacte pour faire son commerce. Je ne sais pas si je dois en être amusé ou consterné. Tous lèvent la tête lorsqu'un hélicoptère militaire vient à nouveau faire un tour au-dessus de nous. Des centaines de mains brandissent en défi le signe du Laban en sa direction. Quelqu'un brandit un crucifix. Malgré moi je souris. Comment une telle foi peut-elle échouer ?

Mais la confrontation n'a fait que commencer. Un des marines sur le blindé semble particulièrement belliqueux. Lorsque quelqu'un lui envoie un paquet de cigarettes, une offre de paix, il fixe sinistrement cette personne. Il est hué et sifflé. Il se redresse de toute sa hauteur, tourne ostensiblement le dos à la foule et brandit un doigt en l'air en un geste obscène. J'ai peur de ce qui pourrait arriver maintenant.

Ma crainte est fondée.

Le soldat revient maintenant à bord du véhicule. Il nous tourne le dos de façon arrogante et fait un signal au conducteur invisible. Le moteur redémarre et crache de la fumée noire. « Assis ! Assis ! » nous crions-nous les uns aux autres, ce que nous faisons aussitôt.

La dame en blanc fait entendre à nouveau sa prière, de même que ceux qui l'entourent. Moi et mes voisins formons une chaîne. Certains d'entre eux pleurent. D'autres jurent. Peut-être, cette fois-ci, ne s'arrêteront-ils pas ? Après tout, cela pourrait se terminer dans le sang. Et tout ça parce qu'un homme veut s'accrocher au pouvoir. Cette idée ranime ma détermination et je cesse de penser à ce qui pourrait arriver maintenant.

Le véhicule a un soubresaut vers l'avant. Les hommes se raidissent pour s'opposer au mur de métal qui avance et tenter de le repousser. Derrière eux, les religieuses restent agenouillées et prient. Je suis plusieurs rangs derrière les religieuses, mais le blindé est si gigantesque qu'il semble me menacer directement.

Le soldat fait toujours signe d'avancer. Je me demande combien seront écrasés avant qu'ils comprennent que nous entendons rester ou bien avant que l'amoncellement des cadavres les empêche d'avancer. Tout autour, la foule, qui s'étend loin derrière, commence à crier avec colère. « Co-ry ! Co-ry ! » comme si ce nom et le signe du Laban avaient à eux seuls le pouvoir d'arrêter de l'acier et des hommes arrogants. Ceux qui sont agenouillés sur le trajet du blindé, tour à tour, défient les soldats par leurs prières et implorent la foule accusatrice de se calmer pour ne pas inciter les soldats à se mettre en colère. Qu'ils nous tuent sans être provoqués, de sang-froid. Qu'ils entendent le craquement des os.

Alors que je m'apprête à entendre le premier cri d'agonie, un miracle se produit : le véhicule s'arrête et son moteur s'éteint. Acclamations et applaudissements déchaînés. Nous avons gagné une nouvelle fois. Les soldats nous lancent un regard furieux. La foule entonne à nouveau le nom de Cory.

Le moteur redémarre et mon cœur s'effondre. Mais cette fois, Dieu merci, ce n'est plus pour nous éprouver. Le blindé veut seulement retourner rejoindre son unité. Le général sait qu'il lui est impossible de passer là.

Francisco RODRIGO

J'y étais. Mes petits-enfants sont venus aussi, même si ma femme ne voulait pas les laisser venir. Je lui ai dit : « Laisse-les venir. Si tu les en empêches, ils ne te pardonneront jamais, car c'est un événement historique ». Je m'y suis donc rendu dimanche matin de bonne heure. Il y avait encore peu de gens. Nous avons assisté à une messe. Ensuite, les gens sont arrivés en force.

C'était comme un pique-nique. Les gens avaient conscience du danger mais ils restaient. Ils amenaient même leurs bébés. Habituellement, lorsque les gens entendent que des grenades lacrymogènes ont été tirées en un lieu, ils le fuient. Mais à l'EDSA, ils s'y riaient plutôt. Lorsqu'on annonçait des chars, ils les cherchaient.

J'étais stupéfié par le nombre de gens ; il y en avait des millions. Et ce n'était pas dans l'ensemble des groupes organisés. Il y en avait bien quelques-uns qui étaient organisés, mais la majorité venaient d'eux-mêmes pour voir comment ils pouvaient aider.

C'est comme ça, je suppose. Les gens essayent mais c'est Dieu qui fait tout marcher.

Samuel DUGUILES, étudiant

Un de mes amis escalada un char qui avançait pour supplier le soldat. « S'il vous plaît, ne me tuez pas. Nous ne faisons cela que pour avoir un meilleur futur. Nos familles ont souffert beaucoup trop longtemps ». Le char ralentit. Il dut finalement s'arrêter parce qu'il y avait trop de monde et que plusieurs autobus bloquaient la voie.

Rene OCAMPO, jésuite

J'ai été ému lorsque j'ai vu une jeune fille essayer de parler à un soldat. C'était la psychologie philippine qui émergeait. De fait, le principe de base était la non-violence mais c'était d'autant plus significatif que

ces gens n'avaient pas d'entraînement à la non-violence. Je pense que c'est une racine très profonde de notre culture.

Les gens faisaient appel à l'humanité des soldats. J'ai entendu la fille dire : « Avez-vous une petite amie ? ». Comme le soldat ne répondait pas, elle tentait des questions du même type. Puis elle réalisa que le soldat parlait un autre dialecte que le sien. Elle lui demanda alors : « D'où venez-vous ? Etes-vous Waray ? ». Puis elle fit appel aux gens autour pour trouver quelqu'un qui parle ce dialecte. Elle s'imaginait qu'en lui parlant son propre langage, on pouvait le rallier. Plus tard, d'autres gens offrirent des cigarettes. Peu à peu, ils arrivaient à se les concilier.

Flor VICTOR

J'ai vu les troupes loyalistes qui essayaient de marcher sur le camp Crame et qui ne furent arrêtées que par des gens. C'était alors l'après-midi et l'humidité était très forte. Une vieille femme donna de l'eau fraîche à un soldat loyaliste qui la refusa. La vieille femme but de l'eau pour montrer qu'elle n'était pas empoisonnée. Elle en proposa au même soldat et, cette fois-ci, il accepta. D'autres soldats demandèrent alors de l'eau. Tout le monde se mit à acclamer et à applaudir.

José HEBER

Des soldats loyalistes étaient postés à l'intérieur du camp Aguinaldo. Il y avait déjà eu des défections parmi eux, par petits groupes ; ceux qui restaient continuaient à délibérer. Des soldats, tout en essayant de prendre une décision, passaient la tête par-dessus le mur du camp. Toutes les fois que la foule voyait apparaître une tête, elle tapait des mains et faisait le signe du Laban. D'autres criaient : « Vive les soldats ! ».

Les soldats qui choisissaient de se rallier escaladaient les murs du camp pour atterrir directement dans les bras des gens. Les gens les portaient alors sur

leurs épaules en signe de victoire. Les gens et les soldats pleuraient dans les rues.

Lundi 24 février

Amado LACUESTA, scénariste

Vers trois heures du matin, Keithley confirma à la radio l'information selon laquelle une vingtaine de camions chargés de troupes se dirigeaient vers Aguialdo en provenance de la Commonwealth Road et que d'autres unités blindées partaient de Bonifacio.

Lorsqu'ensuite Ramos lance son appel interminable et répétitif aux troupes ennemis pour qu'elles nous rejoignent, leur promettant une vie meilleure et un futur plus brillant, j'ai l'impression que quelque chose ne va pas. Je dis à Lolly que Ramos semble désespéré. J'espère qu'elle me contredira, ce qu'elle ne fait pas. J'ai peur que la révolution soit fortement en danger.

Vers quatre heures, la situation s'aggrave. J'apprends que les troupes qui ont atterri à MIA étaient nôtres et qu'elles ont été encerclées par les forces loyalistes de Marcos avant même qu'elles aient pu débarquer.

Ramos demande à Keithley de diffuser le chant de l' alma mater de l'école militaire pour ceux parmi les loyalistes qui y ont fait leurs études. Il lance ensuite un appel personnel dont le contenu, débordant d'émotion, montre à quel point la situation est désespérée : il s'adresse aux officiers ennemis en leur rappelant qu'il a été pour eux un bon camarade lorsqu'ils faisaient ensemble du jogging, de la plongée sous-marine et des compétitions d'athlétisme ; il en appelle à "Manong Andy" et à "Kumpareng Fabian", leur demandant de se rappeler que c'est le sang de leurs frères philippins qu'ils vont verser, les avertissant que le monde entier saura que c'est eux qui en portent la responsabilité.

Les quelques mots désinvoltes que Ramos et Keithley échangent souvent au début de chaque contact semblent maintenant forcés. Et lorsque Ramos annonce la nationalité des correspondants étrangers qui sont à ses côtés, prévenant Marcos des répercussions internationales qui s'ensuivraient si, lors de l'assaut donné au camp Crame, l'un d'entre eux était blessé, je suis convaincu qu'il s'agrippe à des brins de paille. Mon cœur est comme un poids mort dans ma poitrine.

A l'intérieur de la voiture que je suis venu garer au coin de Sarangaya, Lolly et moi, comme engourdis, suivons à la radio la situation qui se détériore.

Vers cinq heures, une nouvelle nous électrise tous. Les marines donnent l'assaut avec des grenades lacrymogènes à la barricade humaine de Santolan.

D'ici, tout prend un air irréel, cinématographique ; je considère tout avec un étrange détachement.

Les événements semblent se ruer la tête la première vers une catastrophe certaine – les gaz lacrymogènes à Santolan, les colonnes blindées qui descendent l'EDSA : en tout, selon les propres calculs de Ramos, une dizaine de bataillons ennemis qui s'avancent de toutes les directions.

A la radio, Ramos demande à Keithley de répéter quelques numéros de téléphone et de faire appeler certaines forces amies pour qu'elles reçoivent les prochains ordres.

Je suis amusé et choqué. La révolution dépend en fait d'une ligne commerciale de téléphone, d'une speakerine civile et d'une station de radio commerciale pour établir des contacts essentiels avec des forces bien maigres, tout cela au vu et su de quiconque a en sa possession un simple transistor. C'est beaucoup trop, même pour un film de guerre de série B.

A la radio, Keithley fait de gros efforts pour garder sa contenance, mais sa voix commence à trembler de façon perceptible. Et lorsqu'elle invite chacun à

prier avec elle avec une voix qu'elle peut à peine empêcher de se briser, je sais que tout est perdu. Submergé par la colère, la frustration et un sentiment profond de trahison, je me mets à bourrer le volant de coups et à pleurer à chaudes larmes. Lolly se met aussi à pleurer.

June KEITHLEY, animatrice de radio

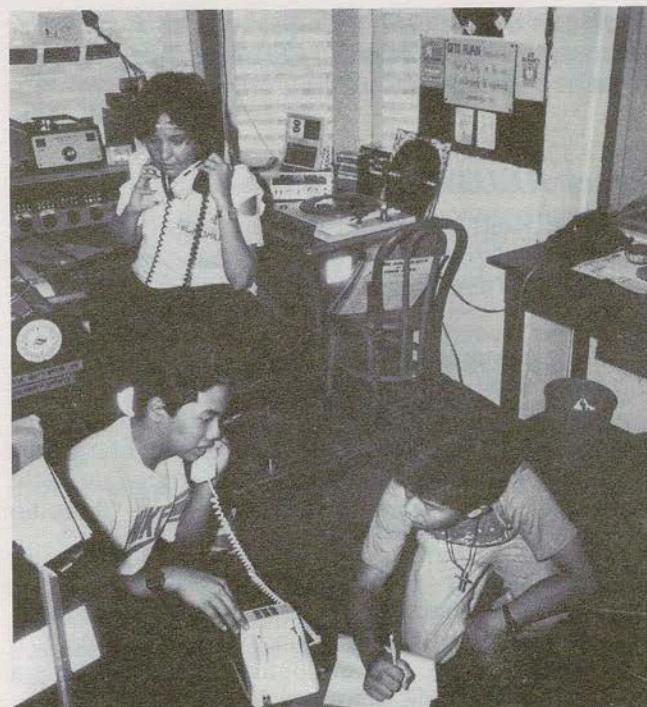
J'hésitai un moment. Je ne voulais pas prendre la responsabilité de la mort de ces deux jeunes garçons. Je pensais qu'en émettant nous serions repérés aussitôt, car nous étions près de Malacañang. Ils pouvaient nous arrêter en moins de dix minutes. Et émettre pendant dix minutes seulement susciterait la panique et ferait plus de mal que de bien.

J'appelai une de mes amis pour lui demander de venir avec quelques personnes. Je décidai de les attendre ; mais les garçons avaient déjà, pendant ce temps, installé la radio. J'entendis, paniquée : "B1, B1, B8, B9, il n'y a personne ici. Quelqu'un peut-il, s'il vous plaît, transmettre ce message ? Nous avons besoin de gens à la porte sud. Les chars arrivent. Qui peut lancer un appel pour de l'aide ? Quand allons-nous passer cela à la radio ? Il faut que quelqu'un fasse quelque chose ! ».

J'écoutai ces appels. Puis je me dis : « Nous ne pouvons pas attendre. Que mes amis viennent ou pas, je dois commencer à émettre ». Nous allumâmes tous les boutons et je fis passer "Mambo Magsaysay". Il était minuit dix. J'ai demandé à quelqu'un de se poster à la fenêtre et je lui ai dit : « Surveille Malacañang. Si tu vois venir un char dans cette direction, dis-le moi ».

Nous devions continuer. Je savais que de nombreuses vies en dépendaient. Les quelques vies avec moi dans cette petite tour ne comptaient pas autant que celles de tous ces gens assemblés dans la rue, que le pays lui-même. Il fallait y aller.

J'ai regardé Paolo Mercado qui était assis à côté du poste émetteur. Il contemplait le crucifix qui pen-



dait à son cou et le tournait dans tous les sens. Pauvre enfant. Je voulais l'embrasser et lui dire que tout irait bien, mais je n'en avais aucune certitude. J'ai passé un très mauvais quart d'heure, allongée et parlant juste pour me réconforter. La douleur me transperçait, mais j'avais des choses à faire. Pas le choix. J'ai dit : « Mon Dieu, tout est entre vos mains » et j'ai continué à travailler.

Après avoir passé "Mambo Magsaysay", je suis entrée en communication avec le général Ramos et le ministre de la Défense, Enrile. Bientôt, une vingtaine de mes amis sont arrivés et nous avons pu commencer sérieusement.

Mon mari était à l'EDSA quand il a entendu ma voix. Il ne savait pas où j'étais, alors il a appelé notre bonne pour lui demander de me transmettre un message. Elle m'a jointe et m'a dit : « Madame, Monsieur

vient juste d'appeler. Il a dit que vous devriez rentrer à la maison ». J'ai répondu : « Je ne peux pas rentrer à la maison » et j'ai raccroché.

James REUTER, jésuite

June Keithley, Paolo et Gabe Mercado, Emer Guigon se trouvaient au douzième étage d'un immeuble du centre de la ville, là où était la station de radio.

June commença avec " Bayan Ko " (Ma Patrie) et " Mambo Magsaysay " et chacun pensa que c'était Radio Veritas. Des hommes armés allèrent aux studios de Radio Veritas, mais ils n'y trouvèrent personne. Ils ne découvrirent jamais la source de cette émission. Les gens dans la rue parlaient de " la radio secrète ".

Au douzième étage, June était vraiment terrifiée. Elle dit, dans le micro : « Nous ne sommes que six ici, trois garçons et trois filles. L'endroit est minuscule. Il n'y a qu'une porte. Si les militaires viennent, il n'y a pas de fuite possible. Sauf par la fenêtre. Et la corniche la plus proche est quatre étages plus bas ».

Un des garçons couvrit la fenêtre avec du papier, au cas où un soldat embusqué les repérerait.

Monina, la mère des enfants Mercado, appela à la station et demanda : « Est-ce que je pourrais récupérer mes enfants ? Ils sont en danger ». Je n'avais personne pour les remplacer et j'étais donc réticent pour les laisser partir. Nous appelâmes les Sœurs pour leur demander de venir à l'immeuble pour assurer une protection contre l'armée.

Finalement, Monina vint elle-même à la station. L'ascenseur ne monte pas au-delà du 8^e étage. Quand elle en sortit, le couloir était, à sa grande surprise, bondé de religieuses ! Elles étaient assises dans les escaliers, récitant calmement leur rosaire. Elle dut se frayer un chemin pour accéder en haut. Elle savait maintenant que ses enfants étaient en sécurité.

June Keithley resta toute cette nuit à l'antenne, réconfortante et forte. Le pouvoir du peuple est quelque chose de tout à fait réel mais il lui faut des leaders. Dans ce cas, le leader vint des ondes. Les hommes qui avaient détruit les émetteurs de Radio Veritas avaient également reçu mission de faire cesser June Keithley, mais ils ne la trouvèrent jamais. Ce fut une faveur de Dieu. Dieu emprunte des chemins tortueux pour réaliser ses desseins.

Lido BANTAYAN

Pour la première fois, nous vîmes des soldats, environ 300. D'autres encore apparaissaient dans la fumée de derrière le camion. Ils étaient lents et semblaient eux aussi être gênés par les gaz. Ils s'aspergeaient le visage avec de l'eau. Armés de boucliers et de matraques, ils formaient des lignes. Ceux qui possédaient des armes à feu se tenaient à l'arrière. Nous étions face à face. Une douzaine de soldats en uniforme noir, avec des gilets pare-balles, des masques à gaz et des fusils erraient ici et là, en alerte, prêts à tirer.

Il y eut des cris, de colère et de haine. Des gens derrière nous s'armaient de pierres. Un prêtre essaya de les calmer. « S'il vous plaît, ne criez pas. S'il vous plaît, ne jetez pas de pierres ». Nous nous remîmes à prier en élevant la voix. Plusieurs prêtres âgés s'approchèrent des soldats pour leur parler, mais les soldats les repoussèrent avec leurs fusils. Un prêtre vint auprès de nous avec une coupe remplie de jus de citron. « Mouillez vos mouchoirs avec ça et mettez-les sur vos visages », nous dit-il.

Un soldat lança une grenade lacrymogène devant nous et puis, tous, ils se ruèrent dans notre direction. Nous reculâmes un peu, mais notre chaîne ne se brisa pas. Nous étions plus organisés et plus déterminés. Soudain, un coup de vent fit refluer le gaz vers les soldats. Ils se dispersèrent. « Le vent souffle dans leur direction » dis-je au prêtre à côté de moi.

Nous attendîmes là que les soldats puissent à nouveau reformer des rangs. Le sergent avait le plus grand mal à convaincre les soldats de se mettre en ligne. Ils renâclaient. Personne ne voulait se mettre au premier rang et ils avançaient toujours aussi lentement. Je compris que nous avions gagné. Même après qu'ils nous eurent repoussés lors de leur dernière charge contre nous, je sus que nous avions gagné. Les soldats étaient avec nous et je le sentais. Sous leurs casques, je voyais qu'ils souriaient. Ils tapaient sur leurs boucliers au lieu de frapper les gens. Lorsque j'arrêtai de courir, ils passèrent simplement à côté de moi. Personne ne brandit une matraque pour frapper quiconque. Ils s'en moquaient. Même certains des prêtres s'arrêtèrent de courir.

J'allai dans la direction du camp Crame et passai les lignes de soldats sans être inquiété. Je laissai déjà les chars loin derrière moi. Près de l'EDSA, les premières lignes de soldats serraient la main aux gens et s'embrassaient avec eux. Quand j'atteignis l'EDSA et me joignis à ceux qui entonnaient l'hymne national, j'étais au bord des larmes. Tout était fini, me dis-je. Soudain, je me sentis très fatigué et las. J'étais mouillé et sale, mais j'étais très, très heureux.

Romeo LAVILLA

A neuf heures et demi du matin, pas longtemps après que Channel 4 ait cessé d'émettre, nous avons entendu des coups de feu sporadiques. Comme nous habitons juste à côté, mon frère et moi, nous nous sommes précipités dehors. Le chemin qui menait à Channel 4 grouillait de gens et des voitures bloquaient l'accès à l'entrée de derrière. Là, nous avons vu des soldats solidement armés et à l'écusson aux couleurs des Philippines sur leur épaule ; nous avons pensé que c'était des soldats réformistes.

Au coin des rues Mother Ignacia et Scout Albano, nous avons vu cinquante à soixante soldats armés jusqu'aux dents, avec des brassards blancs. Nous avons pensé que c'étaient des soldats loyalistes.

Il devait y avoir 20 réformistes pour plus de 50 loyalistes. J'ai pensé que les réformistes pouvaient être facilement balayés ; mais c'était sans compter avec l'appui des gens.

Alors que les réformistes s'avançaient sur Channel 4, il y eut un coup de feu ; d'abord un coup, puis un autre. Les gens criaient des encouragements aux soldats réformistes. C'est à ce moment que j'ai entendu des prières qui retentissaient. Cela provenait d'un camion-sono qui s'avancait petit à petit vers la porte de Channel 4. A bord, il y avait un prêtre qui disait le chapelet à pleine voix. Il chantait également *Ave Maria*, encourageant les gens à prier et chanter aussi. Derrière la sono, il y avait des statues, une du Christ crucifié, l'autre de la Vierge Marie. Cela en imposa aux deux parties. Les coups de feu cessèrent.

Le colonel Mariano Santiago, le chef des troupes réformistes, accompagné par un prêtre et plusieurs civils, s'approcha des loyalistes pour négocier. Le chef des loyalistes accepta. Pendant toute la durée des pourparlers, le prêtre continua à prier et à chanter dans la sono.

Ernesto PASCUAL

A Channel 4, nous battions le pavé, simplement à marcher et à regarder les gens. Nous savions qu'il y avait du danger ; mais nous avions confiance et nous nous sentions courageux. Ma fille, Patricia, demanda à sa mère : « Qu'est-ce que nous faisons ici ? Pourquoi tournons-nous en rond ? ». Sa mère répondit : « Nous exerçons le pouvoir du peuple, mon enfant ».

An MERCADO, étudiant

Nous devons fixer dans notre mémoire ce moment : 1 heure 25 de l'après-midi, le 24 février 86. Channel 4 est libre et émet pour le peuple.

Je n'arrive pas à y croire. Nous ne sommes plus réduits à regarder Marcos et n'avons plus à craindre

que les gens le croient. Nous n'aurons plus à avaler de fausses nouvelles. Nous sommes libérés du double langage.

Kaa BYINGTON, écrivain

J'ai vu tous ces événements dramatiques de mes propres yeux ; mais la chose qui m'a le plus frappé est relativement banale : c'est le panneau sur l'écran de télévision et la voix annonçant : « Ici Channel 4, qui sert à nouveau le peuple ».

Je ne sais pas si quelqu'un l'a remarqué, mais j'ai pleuré à ce moment. La raison en est qu'il y a douze ans, j'ai vu les marines s'emparer justement de cette station et arrêter le personnel. Je me rappelle cela comme l'événement le plus douloureux et le plus symbolique de la loi martiale : la mise à mort de la vérité par la force des baïonnettes

Dolores DE MANUEL, enseignante

Alors que je quittais la maison pour me rendre aux barricades pour une nouvelle journée, j'ai entendu le ministre Enrile à la radio. Il voulait que les femmes et les enfants viennent au camp pour être protégés. Cela semblait un discours d'un autre âge. Seraien-t-ils nombreux à le prendre au sérieux ? Pour ma part, je n'avais pas la moindre intention de m'y rendre, pas plus que mes amies.

Nous ne combattions pas avec la force physique mais sans armes, avec notre seul courage. Dans cette perspective, les femmes ne comptaient pas moins que les hommes. J'ai vécu une petite scène, perdue dans la masse des événements autour du camp, qui montre bien la prise de conscience de cette idée. Cela aurait pu se produire en de nombreux autres endroits et par des milliers d'autres personnes ; mais j'ai été fière – fière d'être Philippine, fière d'être une femme – d'y avoir pris part.

Il était trois heures de l'après-midi, au croisement de Santolan et de Katipunan. Notre groupe – 200 étudiants du collège Ateneo, des enseignants et du personnel, une poignée de religieuses, de prêtres jésuites et de séminaristes – surveillait la zone de Libis dans l'attente des troupes de Marcos qui, parties du camp Capinpin, empruntaient les routes les moins bien gardées pour arriver au camp. Les gens étaient aussi décontractés qu'on peut l'être, étant donné qu'on pouvait encore sentir les gaz lacrymogènes répandus le matin et que nous sortions tout juste d'un face-à-face tendu.

Une heure auparavant, nous nous étions heurtés en effet à l'acier nu des baïonnettes, aux fusils prêts à faire feu et au visage sinistre d'un commandant de la marine qui, lorsque nous avions refusé de céder le chemin au camion transportant ses troupes, avait averti le prêtre à notre tête qu'il était tout à fait habitué à tuer. Voyant qu'il était prêt à le faire, nous avions, naturellement, dégagé la voie, frustrés, en colère, secoués. Mais nous savions que nous n'avions pas échoué, car notre but n'était pas de faire des martyrs mais d'éviter le bain de sang, de retarder les loyalistes et de leur montrer notre détermination.

L'incident avait duré vingt terribles minutes. « Il est impensable que cela arrive », pensais-je en voyant le canon d'un fusil pointant au-dessus des têtes de la foule massée et accroupie. Le fusil se détachait sur le ciel à environ un mètre de nos visages. Mais personne ne paniqua, ne cria, ne s'enfuit. Je n'entendis rien d'autre que des appels à la compassion des soldats, des chants et des prières pour nous encourager. Pour cela, au moins, nous pouvions être fiers.

Alors que le groupe s'asseyait sur la chaussée, se remettant de ses émotions et se préparant au prochain affrontement, un organisateur annonça notre nouvelle formation de combat : on demandait des femmes volontaires pour aller, avec quelques organisateurs, au premier rang de la barricade humaine. Nous espérions que cela toucherait les marines. Cette

tactique avait fonctionné en d'autres endroits le jour précédent. Venez les étourdir par votre beauté, plaida-t-il. Mais les femmes répondirent sérieusement ; avant même qu'il ait fini de parler, des femmes se levaient déjà pour y aller. Il y a seulement une heure, j'aurais à peine osé regarder les troupes. Serais-je vraiment capable de leur faire face en première ligne ?

L. FLORES

Devant le Polymedic Hospital, perpendiculairement à l'EDSA, trois camions pleins d'hommes en treillis, assis avec leurs armes relevées, passèrent à côté du groupe de l'UP Los Banos qui attendait ses collègues au coin de la rue. Les camions étaient suivis par deux transporteurs blindés. Quelques-uns parmi les soldats faisaient le signe du Laban et quelques rubans jaunes flottaient, bien en vue au milieu du scintillement des munitions dont les soldats avaient la

poitrine bardée. Les balles bien rangées dans des cartouchières en ceinture étaient passées en bandoulière et les armes semblaient plus grandes que toutes celles que j'avais vues à la télé ou au cinéma.

Ces images étaient passées devant nos yeux avant que nous ayons pu faire le moindre geste.

Stupéfaits, les visages interrogatifs de la foule demandaient : « Ces troupes sont-elles de notre côté ? ». Comme pour y répondre, une multitude se mit à crier : « Ils ne sont pas des nôtres ! Formez les barricades ! ». Alors que la foule se ruait pour refermer la rue à l'entrée de l'EDSA, les fourgons blindés avançaient sur elle. Un homme agita une banderole dans le vent comme pour distraire ou exorciser les véhicules qui s'avançaient. Il n'avait certainement pas l'intention de se laisser passer dessus. Les gens s'assemblèrent en plus grand nombre, dressant la paume de leur main et criant : « Stop ! ». Dans cette frénésie,



quelques personnes ordonnaient à un camion transportant des bonbonnes de gaz qui passait par là de venir renforcer la barricade humaine. Le camion se débrouilla pour passer le muret au milieu de la voie et venir là où se trouvaient les fourgons blindés. Des gens escaladèrent le camion pour être à la hauteur des soldats, les yeux dans les yeux.

Face à cette foule bloquant la voie, les transporteurs blindés tentèrent de manœuvrer pour s'extraire de la rue trop étroite, manquant d'endommager le grillage de droite. A ce moment, les femmes d'un certain âge qui se trouvaient sur leur chemin, s'ils choisissaient d'enfoncer la clôture, se mirent à prier à haute voix : « Dieu, aidez-nous. Vierge Marie, aidez-nous ». Leurs yeux et leurs mains étaient levés vers le ciel. En les suivant, je vis des hélicoptères qui planaient au-dessus de nous.

Nous avons tremblé à ce moment – tous ceux qui étaient là savent ce qu'on éprouve dans un tel moment. A cet instant, la fusillade aurait pu éclater, partant des camions blindés ou des hélicoptères dans le ciel. On ignorait de quel côté étaient ces derniers ; ils pouvaient frapper les camions aussi bien que la foule. Les gens s'obstinaient à rester. Les hommes et les femmes exhortèrent alors les camions à se retirer. Ils refusèrent d'abord de bouger. La communication non-verbale qui s'établit alors montre, comme dans un film au ralenti, ce qui suit : les gens étaient pressés contre les blindés. Leurs regards étaient suppliant, mais ils n'étaient armés que de leur courage. Dans ce moment décisif et tendu, les soldats, du haut de leur camion blindé, pointaient leurs fusils sur la foule mais leurs visages trahissaient la plus profonde angoisse. Je sus alors – et la foule dut aussi le comprendre – que les soldats n'avaient pas le cœur d'appuyer sur la gâchette pour tirer sur des civils armés de leurs seules convictions. Les choses étaient jouées. Un accord tacite était conclu : nous gardons ce carrefour, vous vous retirez. Et en effet, les camions blindés se retirèrent sous les applaudissements.

Le visage de ce soldat décomposé par la lutte intérieure (tirer ou ne pas tirer), au bord des larmes, restera toujours dans ma mémoire. J'avais pitié de lui. Les gens étaient venus d'eux-mêmes et en fonction de leur conviction sur le « champ de bataille » de l'EDSA, tandis que les soldats, eux, étaient venus déchirés entre la fidélité au peuple (puisque après tout ils n'ont pas tiré) et l'obéissance qu'ils devaient à leurs supérieurs qui pouvaient les punir.

Maximo SOLIVEN

Prenez ce groupe de deux cents garçons et filles de l'Université d'Ateneo qui sont venus garnir le front à Santolan-Libis lundi dernier.

A deux heures de l'après-midi, une jeep et un camion chargés de marines sont venus s'arrêter devant la barrière humaine qu'ils formaient. Les soldats ont demandé à passer pour pouvoir aller assiéger le camp Crame. Mais ces gosses ont refusé de bouger. Ils ont parlementé avec les soldats pour essayer de les convaincre de s'en retourner ou de rejoindre la révolution. Au bout d'une demi-heure de tergiversations, l'officier responsable a perdu patience. Il a ordonné : « Fixez les baïonnettes ». Les prêtres et les religieuses, horrifiés, et les gosses qui formaient une chaîne écoutaient. Puis il a donné à ses hommes cette instruction : « Lorsque vous avancerez, ne pensez à rien. Frayez-vous un chemin, c'est tout ». Alors, ils ont commencé à avancer en rang, avec leurs baïonnettes tranchantes qui scintillaient.

Au dernier moment, les prêtres ont ordonné aux étudiants de céder le passage et les soldats se frayèrent leur chemin. Plusieurs étudiants sont tombés à terre ou sont tombés dans les bras les uns des autres, sanglotant de rage et de frustration. Ils avaient tenu le terrain jusqu'à ce qu'il fût impossible pour un corps humain désarmé de tenir tête aux baïonnettes. Ces gosses vont grandir en sachant que la liberté est importante et qu'on la gagne chèrement.



Colonel CAGURANGAN, officier des services de renseignements

Le lundi, nous avons finalement décidé de choisir notre camp. Nous avons convoqué tous les officiers de l'Académie Militaire des Philippines et les représentants des élèves. Mais ceux-ci avaient déjà sondé tout le corps : 91 % pour Ramos et Enrile, 8 % pour Ver. C'était un choix entre Ver et Ramos. Le choix entre Marcos et Aquino était accessoire. La question de fond était de savoir qui dirigerait les forces armées.

Sergent-chef DE AUSTRIA (armée de l'air)

Le 24 février, j'ai reçu un coup de téléphone du quartier général de la division, ordonnant à tout le personnel militaire de retirer des armes et des munitions à la remise et de se rendre à la salle de conférence pour recevoir les instructions. Le commandant de la division, le colonel Pablo Doble, nous dit que nous partions pour une mission délicate et que ceux qui avaient peur de mourir pouvaient rester derrière. Nous avons chargé deux jeeps, deux voitures de personnel et quelques autres véhicules et nous sommes allés au commandement logistique où se déroulait une vive discussion entre des civils et des loyalistes. Ce n'est qu'alors que l'officier de notre groupe, le lieutenant-colonel Fernando, a dit que nous désertions et allions au camp Crame.

Des soldats tout équipés étaient déployés autour du bâtiment. En nous voyant, les gens ont pris peur. Quand ils nous ont vus mettre pied à terre, ils nous ont aussitôt bloqué le chemin. Mais nous avons pu les convaincre que nous étions avec eux. Alors, ils se sont mis à crier de joie ; certains nous embrassaient, d'autres nous serreraient la main. Des centaines de gens nous ont escortés jusqu'au camp Crame. On nous demanda de nous présenter au centre de défection. Il y avait de la tension à l'intérieur du camp. La rumeur courait qu'il serait attaqué par des avions et des chars. Pire encore, on disait que les forces réformistes

allaient attaquer la base aérienne de Villamor où se trouvait ma famille. Mais je pus la faire venir saine et sauve au camp Crame.

Mardi 25 février

Samuel DUGUILES, étudiant

Il était environ huit heures du soir et nous ne pouvions pas pénétrer dans Malacañang parce que cinq cents soldats fidèles à Marcos bloquaient les portes. Nous leur avons demandé de se rendre ; mais ils nous ont répondu en criant : « le président Marcos ne nous abandonnera jamais ! ». Il y eut une bataille rangée, les deux groupes se jetant des pierres l'un à l'autre. Une dizaine de nos camarades durent être évacués en ambulance. Vers dix heures du soir, après que nous ayons appris que Marcos avait quitté Malacañang, les loyalistes se cramponnaient toujours. C'est alors qu'un groupe de partisans de Cory a attaqué. Les loyalistes ont été dispersés. Certains furent tabassés, pendant que d'autres sautaient dans les jardins du Palais après avoir escaladé la clôture. Nous avons rossé un des loyalistes que nous avions vu lancer des pierres. Un des journalistes étrangers est intervenu. Je me suis senti un peu coupable ; alors, je l'ai aidé à protéger le loyaliste des attaquants. Il était grièvement blessé et a été emmené à l'hôpital. Je lui en voulais ainsi qu'à tous les autres loyalistes, mais je ne pouvais pas le laisser aux mains de la foule. Il aurait été tué.

Poy PANTALEON, mère de famille

La Sainte Vierge était à la tête de cette bataille, entraînant inépuisablement notre armée qui avait pour seules armes des rosaires, des médailles saintes et des scapulaires...

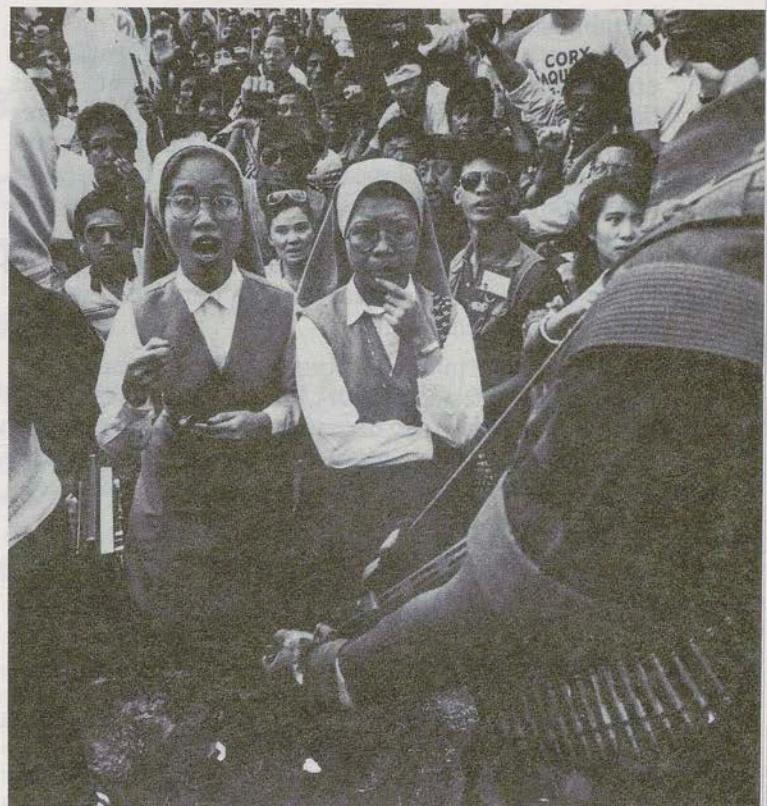
Avec une foi innocente et une tendre compassion inspirées de la Vierge Marie, les "révolutionnaires"

s'étaient convaincus que les soldats ne pourraient pas trouver en eux la force de se battre contre les armes de la foi.

Cette révolution ressemblait plutôt à une fête de quartier où un peuple célèbre un saint avec des messes et des chants. Il y avait une atmosphère colorée et priante, avec des allées et venues dans tous les sens, où tous, amis ou étrangers, unis par une cause commune, s'adressaient la parole. Et il y avait beaucoup à manger. Le cardinal Sin l'a appelée une "révolution riante". Et, en effet, les gens ne semblaient pas aller à une bataille, mais bien plutôt à un pèlerinage. La foi en la Sainte Vierge était si profonde que son image était partout présente sur les barricades le long de l'EDSA toute la nuit durant. Les gens récitaient sans cesse le chapelet ; ils portaient au cou les chapelets et les empoignaient comme s'ils tenaient les mains mêmes de la Vierge. L'image de Marie était partout : sur le toit d'une voiture, entourée de bougies ; sur les murs des camps Crame et Aguinaldo ; sur des banderoles brandies haut dans le ciel ; sur des médailles saintes pressées contre le cœur ; dans les cœurs et les esprits qui communiaient avec Elle. Nous étions envahis de joie à la vue de tout cela.

La victoire des Philippins fut une victoire inspirée par la Vierge Marie. Pendant ces trois jours éblouissants de courage, la Vierge fut philippine. On le savait simplement ! Votre cœur vous le disait ! Cela n'avait pas à être expliqué. Les Philippins ne furent jamais plus chrétiens qu'en gagnant cette précieuse bataille, la bataille de la liberté, de la démocratie et de la paix.

Que personne n'écrive l'histoire de cette noble révolution en oubliant que Dieu était avec ses enfants, les Philippins, et que la Vierge Marie guidait la bataille. Elle a prié et plaidé pour nous. La grâce que Dieu nous a accordée fut comme une lame de fond qui nous a submergés et transportés vers la victoire et qui nous a laissés stupéfaits par sa soudaineté et son amplitude.



Lulu HIDALGO

Tout le monde parle du pouvoir du peuple, mais c'est en fait le pouvoir de Dieu que nous avons vu. Dieu a été le véritable héros.

Vincente PATERNO

Je crois que nous avons tous été surpris qu'il y ait aussi peu de violences. Cela tient, je pense, dans une large mesure, au fait que ce fut une révolution religieuse. Cela m'a vraiment rappelé les Croisades – les gens voulaient bien mourir mais pas tuer. Et même si

certains soldats voulaient tuer les gens, ils ne voulaient pas tirer sur les crucifix. Nombre d'entre eux étaient originaires de province et ils étaient élevés dans la crainte de Dieu. Jamais ils n'auraient pu tirer sur des gens qui priaient. Ils auraient pu, par contre, tirer sur des gens qui lançaient des pierres comme cela s'est produit pendant des meetings. Mais c'est la première fois qu'ils se trouvaient confrontés à des gens qui priaient. Ils ne savaient pas comment réagir. Je pense que cela a été crucial pour le déroulement non violent des événements.

Les gens étaient là pour protéger le camp. Ce n'étaient pas des agresseurs. On ne peut pas prier et être violent à la fois. Le caractère religieux de cette révolution en fait une révolution unique. Si vous enlevez l'atmosphère religieuse de cette révolution, vous manquez son essence.

Les drapeaux rouges qui avaient caractérisé la période qui s'étend du 31 août 1983 au congrès du parti Bayan en 1985, étaient absents au camp Crame.

Ils s'étaient aliéné le peuple en boycottant les élections. Ils étaient présents mais à Malacañang. Tandis que l'attitude sur l'EDSA, à Channel 4 ou à Radio Veritas était défensive, elle était offensive et agressive à Malacañang. Et cela est caractéristique du Bayan et du Front Démocratique National. Je ne peux pas imaginer le Bayan dans une révolution religieuse ; c'est antithétique.

Traduction : Olivier FRESSARD

Textes et photos extraits de *People power, an eyewitness History*, The James Reuter Foundation, Manila, Philippines, 1986, 320 pages.

Notes

(1) Goons : partisans armés, achetés par Marcos.

(2) EDSA : Epifania de Los Santos Avenue. L'avenue qui passe devant les camps Crame et Aguinaldo et où se sont déroulés les événements décisifs des 22-25 février.

Manille, 1986

Les événements confrontés aux catégories des analyses non-violentes

Olivier FRESSARD

Les faits que nous nous proposons d'interroger sont connus de tous : la fuite du dictateur Marcos à l'issue d'une épreuve de force qui s'est déroulée sans violence ou presque. Au-delà de ce simple repérage commencent l'interprétation et tous les problèmes qu'elle soulève. Elle exigerait une bonne connaissance de la société philippine. Dans la mesure des informations que nous avons pu collecter, il s'agira de formuler quelques hypothèses d'interprétation sur la nature du changement survenu et de rendre compte de l'absence de violence en vue de l'interrogation des thèses non-violentes.

L'IMPORTANT n'est pas que les événements de février 1986 aient échappé à la violence. Si cela était le but exclusif ou suprême, le plus sûr moyen de l'atteindre serait de ne rien entreprendre du tout, de se résigner à toutes les situations établies ! L'important est que des hommes aient réussi à faire respecter la justice – il faudra préciser en quel sens, car cette expression soulève une foule de problèmes – contre la volonté d'autres hommes sans qu'il y ait eu violence.

La première chose qui se donne à interroger dans cette séquence historique, c'est le fait que les nouveaux conflits qui agitaient la société philippine se soient exprimés, avant même l'engagement de l'épreuve de force, dans le cadre des institutions politiques, sous la forme d'un duel entre Cory Aquino et Marcos. Rien dans ce phénomène qui relève d'un fonctionnement normal ou mature de la société. Il

convient donc d'élucider les conditions de possibilité et la signification de cette mobilisation et de ce rassemblement derrière Cory Aquino. Il n'est pas indifférent, dans cette perspective, de restituer ce qu'on a appelé improprement une "révolution" par rapport à la problématique de la transformation sociale radicale dans nos sociétés.

Une fois ce contexte général éclairci, on peut aborder l'épreuve de force proprement dite. Nous avons cru y repérer trois événements décisifs :

- Le dévoilement de la *fraude électorale* grâce à la vigilance de la Namfrel ;
- la *rébellion* des chefs militaires, Enrile et Ramos ;
- la jonction entre Cory Aquino et les rebelles par l'*intervention de la foule*.

La recherche, sans prétention à l'exhaustivité, des conditions de possibilité et de la signification de ces événements nous amènera à discuter de la "justice corrective" par opposition à la "justice totale" d'une part, de "la force de l'âme" d'autre part, deux concepts qui intéressent au premier chef la théorie non-violente.

Une révolte politique

En premier lieu, essayons de comprendre pourquoi une large majorité de Philippins s'est passionnée et mobilisée, de la campagne électorale jusqu'à l'épreuve de force de février, pour porter Cory Aquino à la présidence de la République. Cette compréhension passe par l'analyse d'un type de société auquel appartient un grand nombre de pays du tiers monde. Nous nous contenterons ici de quelques remarques générales.

Il ne suffit pas qu'il y ait de la misère, de la pauvreté et d'énormes inégalités sociales pour qu'il y ait mobilisation, lutte sociale. Tout cela n'est pas un obstacle à un ordre social durable. Ce n'est que la condition pour que surgissent des luttes, condition absolument pas suffisante ni efficace : elle ne nous dit rien sur le mouvement social. La majorité de la population philippine vit certes dans la misère, aussi bien dans les campagnes que dans les villes. Mais cela ne date pas d'aujourd'hui ni de l'ère Marcos. Le système des "haciendas" (grandes propriétés terriennes pour une agriculture d'exportation) est hérité de la colonisation espagnole. Quant à l'extension de ce système par la violence expropriatrice qui a drainé de nombreux paysans vers les bidonvilles des métropoles, elle a commencé dès le début des années 60. On ne peut donc pas rendre compte de la défaite de Marcos et de la victoire de Cory Aquino par le besoin vital non satisfait ou insuffisamment satisfait. Non seulement cet événement politique n'est pas le simple reflet du besoin économique, mais il ne saurait, d'une quelconque façon, en être déduit.

Plus pertinents, pour expliquer la mise en mouvement, sont les facteurs qui viennent troubler la stabilité du système en aggravant la situation sociale. Ainsi, une part importante de la paysannerie travaille dans des cultures d'exportations dont les cours sont déterminés sur le marché mondial. Or, ces cours subissent des fluctuations importantes qui entraînent disette et chômage. Ici, l'ordre stable est troublé par des modifications structurelles, c'est-à-dire par les effets non voulus de la combinaison d'une multitude d'actions. Des transformations permanentes (inévitables dès lors que la société est intégrée, pour une part du moins, dans l'économie mondiale capitaliste) empêchent la société inégalitaire, hiérarchisée, oppressive, de se cristalliser durablement. Ainsi, le niveau de vie de la plupart des couches de la population philippine s'est sans aucun doute détérioré sous le règne de Marcos. La misère s'est, comme dans beaucoup de pays du tiers monde, accrue. En chassant Marcos, les Philippins ont-ils chassé un gouvernant qui, loin de promouvoir le bien-être matériel promis, a permis à quelques riches de s'enrichir encore plus, sur le dos de la masse des pauvres ? Il faudrait, pour répondre à cette question, penser l'articulation entre question sociale et régime politique.

Ce qui est étonnant, dans les événements de février 1986, c'est que les malheurs, les mécontentements, les aspirations des uns et des autres se soient exprimés *politiquement*, au sens étroit du terme, c'est-à-dire *électoralement*. Les grands conflits qui ont déchiré les Philippines depuis leur accession à la pleine indépendance en 1946, ne s'étaient jamais exprimés sur ce plan. Les institutions dont se sont dotées alors les Philippines ont été directement calquées sur celles des Etats-Unis ; il faudrait, à ce propos, évoquer les conditions culturelles pour que de telles institutions, plaquées artificiellement, fonctionnent. Il suffit de remarquer que cette vie politique était polarisée autour de deux grands partis politiques (le parti libéral et le parti national) recrutant dans la même élite et ne se distinguant guère par leur pro-

gramme, pour comprendre que l'essentiel des conflits ne fut jamais régulé dans ce cadre. Le soulèvement des paysans dans le mouvement Huk (1), la lutte des musulmans de l'île de Mindanao dans le Front de Libération Nationale Moro, la guérilla communiste de la New People's Army (NPA) n'ont cessé de déchirer les Philippines dans des conflits armés. Les partis politiques traditionnels n'ont jamais su exprimer les préoccupations des couches pauvres de la population, en particulier de cette masse paysanne qui en constitue plus de la moitié. Marcos avait été membre du parti libéral avant de passer au parti national pour être élu président. Le jeune Aquino avait été assistant d'un président du parti national avant de faire carrière dans le parti libéral. A l'époque (1954), il avait négocié, en étroite collaboration avec la CIA, la reddition d'un chef de la rébellion communiste (Huk). On ne peut dire que le parti libéral ait jamais représenté ceux qui aspiraient à une transformation radicale de la réalité sociale.

La coalition des partis à la tête de laquelle Cory Aquino a été portée était constituée de partis traditionnels de la vie politique d'avant l'instauration de la loi martiale (1972) ; la famille de Laurel, le candidat au côté de Cory Aquino à la vice-présidence, dominait alors la vie politique. Cory appartient elle-même à une famille de grands propriétaires terriens. Si elle avait été avant tout la candidate d'un groupe social particulier, ce n'aurait donc pu être celle de la majorité miséreuse. Mais elle n'a pas été, dans ces élections, le porte-parole d'intérêts particuliers.

Si la lutte entre Marcos et Cory Aquino ne fut pas le reflet de la lutte entre les riches et les pauvres, quel en est alors le sens ? En vingt ans de pouvoir, Marcos avait réussi à se mettre à dos la quasi-totalité de la population, sans distinction de classes. Son rejet unanime n'est pas dépourvu pour autant de toute signification sociale, touchant la distinction entre riches et pauvres. C'est en effet contre quelques riches, contre un clan oligarchique constitué sur la base de relations

familiales, amicales ou personnelles avec Marcos, que s'est rassemblée toute une population, des hommes d'affaires aux misérables des bidonvilles et des campagnes. En instaurant une tyrannie au profit d'un clan particulier, en s'accordant des pouvoirs exorbitants, en gouvernant pour l'intérêt de quelques-uns qui se sont enrichis de façon éhontée sur la base des priviléges et de la corruption, Marcos a réalisé contre lui une large alliance des riches et des pauvres.

Pour bien comprendre cette alliance et le rassemblement derrière Cory Aquino qui l'exprime, il faut ne pas interpréter le politique comme reflet de l'économique, mais interpréter les conditions sociales et économiques en termes politiques. Ce n'est pas pressée par le *besoin* que la masse populaire a été amenée à voter pour Cory Aquino, mais pressée par la *violence d'une dictature* qui s'exerçait dans tous les champs sociaux, contre toutes les couches sociales indifféremment, aussi bien contre les paysans que contre les ouvriers, contre l'opposition modérée que contre les étudiants, contre l'opposition radicale que contre les minorités ethniques. La dictature de Marcos, c'est des projets délirants de "développement" à l'occidentale, qui se heurtent nécessairement à la réalité et qu'on s'efforce en vain de réaliser par la violence. La transformation forcée du pays s'appuyant sur l'intérêt de quelques-uns l'a amené au bord de la banqueroute et fait des ravages partout. La militarisation de la société est inséparable de ce projet. Etroitement associée au gouvernement depuis l'instauration de la loi martiale, l'armée avait un grand pouvoir et jouissait d'importants priviléges. Omniprésente, elle fut l'agent de cette expansion de la violence à travers toute la société.

La situation des Philippines se comprend donc par la conjonction d'un régime oligarchique et de l'assentiment à l'idéologie du développement.

La force du symbole

L'épreuve de force de février 1986 est l'aboutissement d'une histoire (c'est-à-dire de « plusieurs intrigues séparées et hétérogènes nouées ensemble et obligées d'interférer par l'occasion, le temps et un pôle commun » (2)) commencée plusieurs années auparavant. On a, au départ, une multitude de conflits relativement autonomes, de la lutte des paysans contre les propriétaires terriens à la lutte des minorités ethniques, de la lutte des ouvriers contre les patrons à la lutte de la bourgeoisie contre le clan oligarchique, de la lutte entre les clans au sein de l'administration et du gouvernement à la lutte entre les factions au sein de l'armée. Tous ces conflits vont se nouer, s'agréger à l'occasion d'une élection présidentielle. Cette complexité conflictuelle s'est simplifiée en venant s'exprimer sur le plan politique sous la forme d'un duel entre Marcos et Cory Aquino.

Il faut bien comprendre que Cory Aquino ne représentait pas tous ces intérêts, si divers et contradictoires, mais leur *agrégation* par la convergence des intérêts à chasser Marcos. Elle a incarné un intérêt général – et non commun – dont elle était devenue le symbole après l'assassinat de son mari. Le fait que l'opposition parlementaire, traditionnelle et modérée, ait placé à sa tête cette figure symbolique, nouvelle et non politique, n'a pas été pour peu dans sa capacité à mobiliser. Son combat contre Marcos, Cory Aquino l'a remporté comme veuve de Benigno Aquino et non comme membre du parti Laban, fondé par ce dernier. La population n'a pas choisi le programme d'un parti, dont tous les observateurs ont remarqué la vacuité.

Cory Aquino a incarné la *résistance à l'oppression* parce qu'elle en avait été une illustre *victime*. Elle a été le symbole sous lequel se sont assemblés tous ceux qui aspiraient, chacun pour des raisons propres, à chasser Marcos. Une preuve *a posteriori*, si besoin en était, en a été donnée par les événements qui ont

ponctué la suite de l'année 1986 : la belle union nationale réalisée contre Marcos n'a pas résisté à quelques mois de gouvernement. En novembre 1986, après des mois de tiraillements, la présidente, cédant aux exigences de l'armée rassemblée derrière Ramos, devait composer un nouveau gouvernement dont étaient exclus Enrile (principal artisan de la rébellion militaire contre Marcos en février) et les personnalités de gauche. On peut douter que les pauvres se reconnaissent encore longtemps dans un tel gouvernement ; la présence de Cory Aquino, par le poids symbolique dont elle est chargée, lui laisse toutefois un certain sursis.

Libération plutôt que révolution

On a qualifié à tort les événements de février 1986 de « révolution ». Il s'est agi en fait à la fois d'une *libération* et d'une *restauration* (3). Il y a eu restauration, car le régime politique que les Philippins vont retrouver en février 1986 est celui qu'ils avaient connu après leur accession à l'indépendance totale en 1946 : les institutions d'une République parlementaire, copiées sur celles des Etats-Unis. Ce n'est qu'en 1972 que Marcos, président de la République depuis 1965, a instauré une dictature, en décrétant la loi martiale et s'octroyant les pleins pouvoirs. En février 1986 ont donc été *restaurées* les institutions politiques d'avant 1972. Le sens de cette restauration est une *libération* : libération de l'oppression d'un gouvernement arbitraire, qui n'était plus limité par rien (4).

Cette interprétation des événements de février comme libération n'est pas indifférente pour la réflexion sur la non-violence. Car les leçons qui pourraient être tirées de cette expérience (5) ne pourraient pas *a priori* être étendues à une situation révolutionnaire. La validité des stratégies non-violentes pour une révolution, qui devrait rester l'objectif de tous ceux qui dans nos sociétés se réclament authentiquement de l'autogestion, doit faire l'objet d'un examen à part.

Pour rendre compte de l'épreuve de force de février 1986, de son issue victorieuse et de son déroulement sans violence, il faut s'efforcer d'extraire de l'infini des faits les événements qui ont été *décisifs*. On sous-entend donc que l'enchaînement des événements n'était pas nécessaire, que si telle initiative n'avait pas été prise, telle action non entreprise, l'histoire aurait été autre. On est amené ainsi à se poser toute une série de questions. Ainsi : « Qu'est-ce qui se serait passé si, par exemple, Cory Aquino n'avait pas appelé au lendemain des élections à un boycott ? ».

Cette méthode fait apparaître trois événements décisifs. En premier lieu, l'action de la Namfrel pendant le déroulement des élections. En second lieu, la sédition d'Enrile et de Ramos. Enfin, la réponse de la population à l'appel du cardinal Sin qui lui demandait de s'interposer entre les militaires rebelles et l'armée loyaliste.

Rendre justice

Parmi les facteurs qui ont fait que l'épreuve de force a pu trouver une issue pacifique, il y a le fait qu'il s'agissait de « justice corrective » et non de « justice totale » (6). C'est dans cette mesure qu'a pu jouer ce que certains non-violents (7) appellent la « force de la justice ».

Le sens des événements, on l'a vu, fut celui d'une résistance à l'oppression. Mais cette résistance, qui était apparue au grand jour à la suite de l'assassinat du sénateur Aquino en 1983, a pris, à l'occasion des élections présidentielles, la forme d'un problème très précis de *justice corrective* : il s'agissait de *rendre justice* à Cory, puisqu'elle aurait été élue s'il n'y avait pas eu la fraude.

Comment le problème en est-il venu à se poser en ces termes ? Un premier facteur d'explication, c'est que l'arbitraire de Marcos n'était pas illimité. Il n'avait pas renoncé à toute légitimité – un dictateur,

aussi féroce soit-il, peut-il jamais y renoncer ? Il avait ainsi cherché (et dans une certaine mesure réussi) à se faire approuver par la voie électorale en organisant des référendums qu'il gagnait avec des majorités écrasantes. La légitimation plébiscitaire a toujours été privée par les dictateurs. Marcos a épousé des trésors d'ingéniosité pour donner à son arbitraire des formes légales et prouver ainsi sa légitimité à ses adversaires ; ainsi a-t-on pu dire que sa forme de gouvernement était « une dictature sous couvert de démocratie parlementaire ». A noter que Marcos n'était pas totalement libre de choisir son type de légitimité ni les formes légales qui l'instituent, parce qu'il était dépendant, dans une certaine mesure, de la tradition de démocratie parlementaire des Philippines. Parce que, surtout, les Etats-Unis, ancienne puissance coloniale des Philippines et y possédant d'énormes intérêts, ont sans cesse fait pression sur lui pour qu'il respecte les formes démocratiques. Ainsi, lorsque Marcos s'est octroyé les pleins pouvoirs, après avoir décreté la loi martiale, est-ce en s'appuyant sur une disposition légale de la Constitution et non par un coup d'Etat. De même encore, Marcos a toujours maintenu un parlement avec des partis d'opposition, un pouvoir judiciaire séparé (voir le procès des assassins d'Aquino) même s'ils n'en étaient en fait que des simulacres. Il a enfin organisé des élections à plusieurs reprises, même si elles étaient totalement faussées par une fraude éhontée et massive.

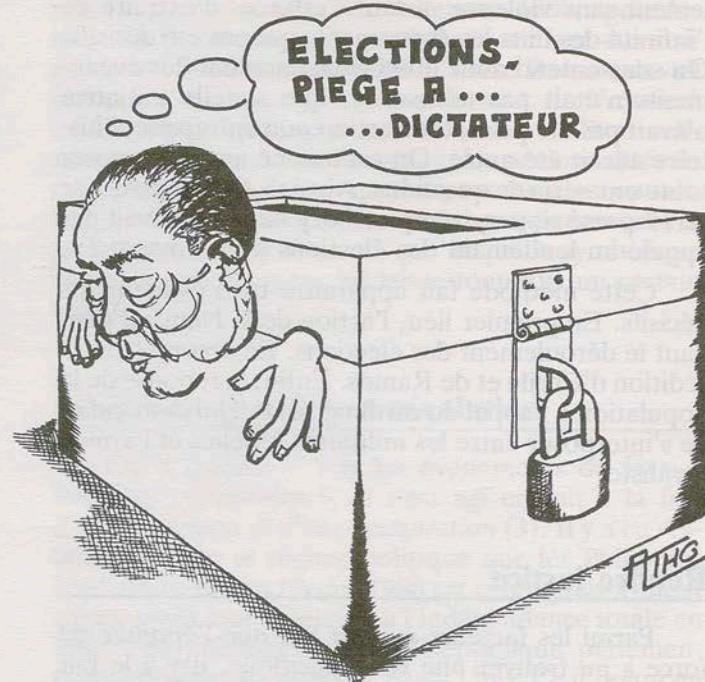
Cette façade de légalisme démocratique, que Marcos s'efforçait de donner à son pouvoir, était une arme à double tranchant. Elle pouvait certes amener ses adversaires intérieurs et ses partenaires étrangers à croire à sa légitimité, mais elle donnait du même coup une prise sur laquelle ses adversaires pouvaient s'appuyer pour lutter contre lui. La tyrannie idéale est l'absence de loi : la loi s'égale à la volonté du tyran. Toute loi, toute règle écrite et promulguée est une objectivation qui constitue une aliénation de cette volonté. Elle acquiert une existence indépendante de son auteur ; autrui peut s'en saisir pour la retourner

contre lui : une première autonomisation du droit advient. Toute loi limite l'arbitraire d'un tyran.

L'existence d'une Constitution comprenant des traits de formalisme démocratique laissait donc la possibilité d'une lutte légale contre Marcos. Cela était, bien entendu, insuffisant : il y eut plusieurs échéances électorales dans lesquelles Marcos réussit toujours à s'assurer de la victoire en contournant le dispositif légal par la fraude. C'est bien cependant en acceptant les règles du jeu dictées par Marcos que ses adversaires réussirent à lui porter le premier coup mortel. Dans ces élections de février 1986, l'opposition se donna, pour la première fois, les moyens non pas de faire respecter véritablement les règles du jeu – car les moyens mis en œuvre par Marcos pour les transgresser étaient considérables – mais de mettre en évidence la fraude et de montrer ainsi que Marcos violait ses propres lois. La Namfrel fut l'instrument de cette stratégie.

La Namfrel a réussi dans la tâche qu'elle s'était fixée, aidée également par la démission publique d'informaticiens du centre officiel de traitement des résultats. Elle a dévoilé au grand jour, au vu et au su de tous, non seulement de l'opinion intérieure mais aussi et peut-être surtout des gouvernements étrangers, que Marcos et ses hommes avaient enfreint la loi. Dès lors, le contenu de la justice se montrait à tous sans ambivalence : la *restitution des voix volées* à Cory Aquino et la reconnaissance de sa victoire électorale. Ceci a été décisif, car, sans cela, Marcos aurait, au bénéfice du doute, remporté une fois de plus les élections.

Mais il ne suffit pas d'être convaincu d'injustice (et de connaître par conséquent ce qu'il faudrait faire pour la corriger – figure de la "justice corrective") pour se résoudre à le faire. Pour faire exécuter la justice, nulle instance supérieure dans un conflit entre gouvernant et gouvernés ! Le droit n'est pas une garantie absolue contre l'injustice. La garantie qu'il offre ne dure qu'aussi longtemps que la force y consent. La force peut, dès lors que cela l'arrange, mettre fin au règne du droit, de la loi.



Une fois donc l'injustice établie et dévoilée au vu et au su de tous, Marcos se trouvait devant une alternative. Il pouvait tenter de la nier et il s'y est effectivement efforcé en retournant l'accusation de fraude contre les partisans de Cory. En vain, les faits étaient trop bien établis. L'alternative était : se démettre ou se maintenir au pouvoir par la force (répression des manifestations qui ne manqueraient pas de se produire, rétablissement de la loi martiale). Marcos, en tant que dictateur, n'était pas prêt à accepter la défaite venue des urnes. Mais, en cherchant à se maintenir au pouvoir coûte que coûte, il était contraint de révéler son vrai visage : celui de la force brute. Or, cette victoire par la force brute, qui paraissait possible après les élections, avait un coût très

lourd. Marcos aurait en effet perdu, par une telle victoire, le crédit qu'il avait réussi à constituer en préservant des apparences légales et démocratiques à son gouvernement. Il aurait été contraint d'affirmer ouvertement à l'intérieur sa dictature, avec tous les risques d'une extension de la résistance armée. Il s'exposait d'autre part à voir remise en cause l'aide de première importance accordée par les Etats-Unis et les grands organismes financiers internationaux, alors que l'Etat était déjà au bord de la banqueroute.

La rébellion des militaires

Le choix que Marcos avait à faire était donc très difficile. Les graves inconvénients d'une solution répressive ont certainement pesé jusqu'au bout dans son comportement. Mais, alors qu'il n'avait pas encore à prendre de décision irrémédiable, dans la période d'attentisme qui suivit les élections, survint la rébellion d'Enrile et de Ramos. Ce fut le deuxième événement décisif.

Avec l'entrée en rébellion d'Enrile et de Ramos, la crise fait un saut qualitatif. Jusque-là, le conflit opposait la société civile à l'Etat. Désormais, le conflit s'étend en creusant une brèche au sein même de l'appareil d'Etat : dans les forces armées et dans le gouvernement (Enrile est ministre de la Défense). Cette défection ne saurait être sous-estimée : l'armée est étroitement associée au gouvernement depuis l'instauration de la loi martiale ; Enrile et Ramos ne sont pas des soldats de la base ni même des officiers intermédiaires : ils sont au sommet de la hiérarchie militaire. Événement décisif, parce qu'il touche les forces armées dont la maîtrise est indispensable à Marcos pour se maintenir au pouvoir par la force, et aussi parce que chacun, au sein de l'appareil d'Etat, est contraint, sommé même, de prendre parti. Personne ne peut plus se réfugier derrière une quelconque neutralité. En particulier, les militaires doivent choisir entre leurs différents chefs, entre le couple

Marcos/Ver (chef d'état-major) et le couple Enrile-Ramos. Ce choix, ils vont le faire en quelques jours en faveur d'Enrile et de Ramos à 80 %.

Pour Marcos, cet événement fait surgir un obstacle supplémentaire et de première importance au choix de la solution de force. Néanmoins, juste après la sédition d'Enrile et Ramos, cette solution reste possible. Ceux-ci n'ont emmené avec eux que cinq bataillons, soit environ 500 soldats : les forces armées qu'ils pourraient opposer à Marcos sont ridicules. Cependant, Marcos tergiverse, temporise, hésite ; la détermination, la célérité nécessaires à une solution par la force brute lui font défaut. Pourquoi n'a-t-il pas décidé d'écraser aussitôt la rébellion ? On a vu qu'avant même cet événement, ce choix lui était rendu très difficile : l'aboulie dont il fait preuve à ce moment en est la manifestation. De plus, il a dû être personnellement atteint par la défection d'Enrile, qui était un de ses fidèles depuis l'instauration de la loi martiale. Enfin, le gouvernement américain fait pression sur lui pour qu'il évite le bain de sang et s'entende avec ses opposants.

Cette hésitation a été fatale à Marcos. D'abord parce qu'en ne réagissant pas immédiatement, il permettait au doute et à l'hésitation de s'infiltre au sein de l'appareil d'Etat et de l'armée loyaliste, alors qu'une prompte riposte ne leur aurait pas laissé le temps de la réflexion. Mais surtout, parce qu'il a laissé ainsi le temps à Cory Aquino et aux rebelles de faire leur jonction. Il convient de se demander comment Enrile et Ramos ont été amenés à se rebeller. Pour expliquer leur rébellion et leur ralliement à Cory Aquino, ils ont invoqué la cause de la justice : ils étaient convaincus, ont-ils dit, que la victoire électorale revenait à Aquino. C'est dire que la mise en évidence de la *justice* sur la scène publique leur a servi de repère et d'appui dans leur décision. Mais il serait naïf de prendre à la lettre leurs déclarations et de croire qu'ils ont été mus intérieurement, éthiquement, par la justice ; la visibilité de la justice a joué comme *contrainte* externe. A elle seule, elle n'aurait pu suffire à

les décider. L'Etat – le gouvernement, l'administration, l'armée – étaient le lieu d'une lutte entre différents clans dont l'enjeu était, à travers la répartition des postes, la distribution du pouvoir, des priviléges, des avantages. Dans cette lutte, Enrile et Ramos étaient en perte de vitesse depuis que Marcos avait nommé le général Ver, un membre de sa famille, chef d'état-major. Ver nommait "ses hommes" aux postes clefs. Enrile et Ramos n'étaient pas hommes à se résigner : ils avaient des ambitions. Enrile visait les élections présidentielles prévues pour 1987. Le bruit courait, plusieurs années avant les événements, qu'ils étaient "les hommes des Etats-Unis" dans le cas d'un changement de régime aux Philippines (8).

Ramos, et plus encore Enrile, sont des personnages peu fiables. Enrile avait été aux côtés de Marcos le principal artisan de l'instauration de la loi martiale et du régime autoritaire ; il avait été procureur de la République, en 1978, contre Benigno Aquino ; enfin, il avait largement profité de ce régime pour constituer l'une des plus grandes fortunes du pays. On peut donc douter de la sincérité de son ralliement à la cause de Cory. Il est beaucoup plus probable que ce fut l'occa-

sion pour lui de prendre son indépendance à l'égard de Marcos pour pouvoir sauver ses intérêts et mener à bien ses ambitions personnelles.

Quoi qu'il en soit, l'entrée en rébellion d'Enrile et de Ramos a été un événement décisif pour faire pencher la balance en faveur de Cory Aquino. Si elle n'avait pas eu lieu, ses chances de succès auraient été faibles. Il aurait fallu qu'émergeât alors une mobilisation de toute la population d'une toute autre ampleur et d'une toute autre radicalité que celle à laquelle Cory Aquino appelait par le boycott de quelques produits.

Le face-à-face non-violent

Alors que Marcos temporisait face à la rébellion de son ministre de la Défense et du chef de la police (qui fut aussi quelque temps, en l'absence de Ver, chef d'état-major) survint le troisième et dernier événement décisif de cette épreuve de force. Ce fut l'appel de l'archevêque de Manille, le cardinal Sin, à la population pour qu'elle aille protéger les soldats rebelles retranchés dans le camp Crame, alors que les soldats loyalistes s'étaient vu ordonner de prendre position autour. Cette initiative n'a été décisive, bien entendu, que dans la mesure où la population y a répondu massivement.

Un aspect de cet événement a retenu tout particulièrement l'attention des non-violents : le face-à-face entre l'armée loyaliste et la foule pacifique sur les grandes avenues qui menaient au camp Crame. Faut-il y voir une illustration de l'idée gandhienne de "la force de l'âme" ?

Les soldats loyalistes ont-ils été désarmés (au sens figuré où l'on emploie ce terme) par la foule pacifique ? Qu'est-ce qui a été désarmant ? Est-ce *l'effet de surprise* provoqué par le surgissement inattendu, inopiné, de cette foule, avec son attitude dénuée d'agressivité, pacifique, implorante ? Si c'était cet effet de surprise qui avait joué, alors ces soldats ne se laisse-



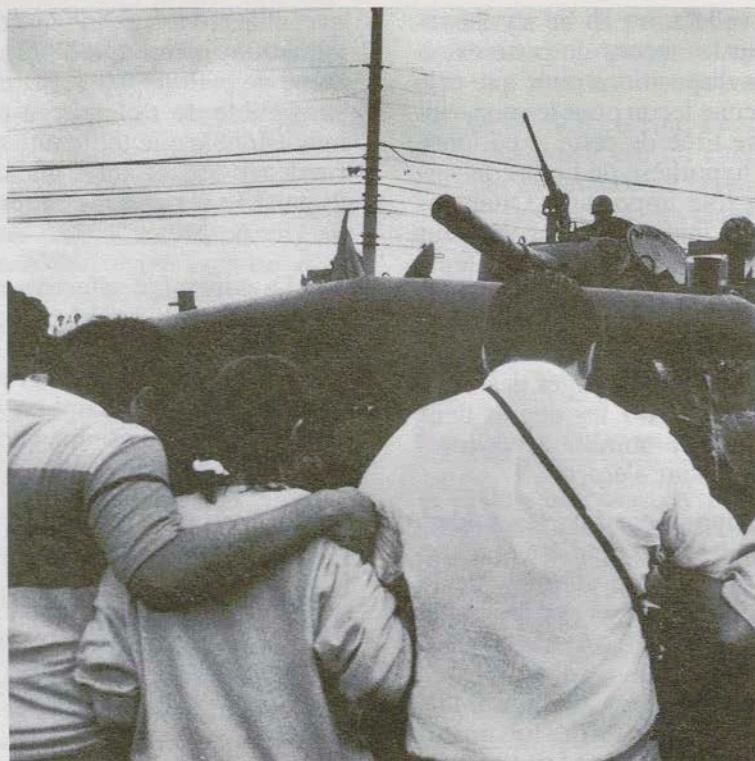
raient pas avoir une nouvelle fois ; ils ne s'y laisseraient plus prendre. Tirant les leçons de cette expérience, ils prendraient des dispositions pour que cela ne se reproduise plus. Aucune leçon pour les non-violents ne pourrait donc être tirée de cette expérience pour l'avenir. Dans cette hypothèse de l'effet de surprise, le nombre joue un rôle important. Quelques dizaines de personnes, aussi inattendue que soit leur apparition, n'auraient pas arrêté les soldats et leurs chars. Ceci est confirmé par les témoignages : des barrages humains trop maigres ont dû céder devant la détermination des soldats. Mais on voit bien comment une foule importante peut submerger des détachements de soldats, peut entraver les engins dans leurs mouvements : la foule trop nombreuse et compacte ne peut pas physiquement s'écartier.

On peut faire aussi l'hypothèse que les soldats ont été désarmés, au sens où ils auraient été *touchés*, amadoués par l'attitude et le comportement de la foule. C'est alors l'attitude de la foule et non sa simple présence qui aurait emporté la décision. On ne peut nier que, dans un face-à-face entre les soldats et une foule, interviennent des phénomènes affectifs. Mais penser que ces phénomènes obéissent à des lois qui en déterminent l'issue avec certitude, serait faire preuve d'une conception déterministe naïve du psychisme humain. On peut constater empiriquement certaines régularités dans les interactions affectives. Mais ceux qui clament la validité universelle de l'action non-violente sur la base de "la force de l'âme" doivent supposer une disposition universelle chez l'homme à être *émou* par certaines attitudes chez autrui. Malheureusement, de nombreux faits viennent le contredire. Le sadisme nous montre que tout homme n'est pas désarmé, apitoyé devant le spectacle de la souffrance d'autrui. Dira-t-on qu'il s'agit là d'un phénomène pathologique marginal, et que l'on peut compter que le plus souvent la souffrance d'autrui provoquera la sympathie ? Ce n'est pas certain. Chacun a pu observer des comportements de cruauté chez les enfants. N'est-ce pas un des enseignements de la psychanalyse

que chacun a en lui des tendances sadiques ? En admettant même que l'on puisse qualifier ce phénomène de pathologique, cette pathologie n'est-elle pas susceptible de s'étendre à toute une société ? Est-il inimaginable que toute une société devienne cruelle ? Les Nazis organisant le massacre des juifs ne l'étaient-ils pas ? Et les anciens Grecs massacrant les habitants de l'île de Mélos ?

La contagion affective ne présente donc aucune nécessité. Elle n'est même pas une possibilité au sens d'une *potentialité* enfouie en chacun, prête à s'actualiser à la bonne occasion. Il ne suffit pas d'adresser à autrui des gestes d'amour, même authentiquement inspirés, pour que sa haine ou sa cruauté se dissolve, s'évapore en fumée et fasse place à la sympathie, l'amitié réciproque. Il est faux de dire qu'aucun homme ne saurait résister à l'appel authentique à la fraternité, à l'élan d'amour qu'un autre homme manifeste à son égard. La *participation affective* ou *empathie* (faculté de saisir de l'intérieur les sentiments qu'éprouve autrui) est certainement universelle. Mais la *sympathie* ne l'est pas ; elle n'en est pas un effet mécanique. Les sentiments éprouvés par autrui, positifs ou négatifs, peuvent susciter la sympathie, mais aussi l'indifférence ou un sentiment contraire : joie tirée de la souffrance d'autrui ou souffrance causée par la joie d'autrui. Il est donc illusoire de compter sur la seule sympathie.

Certes, l'idée de "force de l'âme" ne repose pas sur la seule dimension de l'affectivité ; sinon elle se heurterait aussitôt à l'objection que l'arme du chantage affectif est contraire à la morale courante. Elle repose donc sur une articulation dans la psyché entre l'affectivité et les valeurs, les principes éthiques. En dernière instance, l'action non-violente doit opérer par une conversion et non par une faiblesse sentimentale. Il n'empêche, la première condition requise pour cette conversion est un choc psychologique qui suppose la sympathie comme phénomène universel et naturel.



D'une façon générale, il est illusoire de vouloir fonder l'action non-violente sur une réalité humaine universelle infra-culturelle, infra-sociale, que ce soit une affectivité naturelle ou un quelconque autre aspect de la nature humaine : la raison ou la foi en une divinité. Mais ce n'est pas ici le lieu d'en discuter.

Par rapport à cette discussion sur "la force de l'âme", la question de savoir si l'attitude des Philippins est redéivable à leur foi catholique est secondaire. Que de nombreux Philippins aient, sans aucun doute possible, trouvé dans leur foi des ressources pour lutter, qu'ils n'aient pu trouver le courage nécessaire que dans leur croyance et qu'ils se soient représentés ensuite leur victoire comme un "miracle", cela ne permet pas de tirer des conclusions générales sur les

conditions de validité de l'action non-violente. On peut, en effet, trouver de l'énergie pour lutter pour une cause sans être croyant. D'autre part, bien entendu, la foi ne garantit pas contre la violence. En d'autres temps (ou aujourd'hui en d'autres lieux) des hommes ont trouvé dans leur foi l'énergie pour aller à la guerre, pour lutter avec violence. On sait que leur foi catholique n'a pas empêché un certain nombre de prêtres de l'Eglise philippine de s'engager dans la lutte armée dans les rangs de la NPA.

On ne peut pas écarter *a priori* l'hypothèse que la "contagion affective" ait joué un rôle dans le ralliement ou l'abstention des soldats loyalistes. Mais c'est là une question particulière et non un problème de théorie générale de la non-violence. Toutefois, il ne

semble pas qu'il soit nécessaire de recourir à cette hypothèse pour rendre compte du ralliement du plus gros de l'armée à Enrile et Ramos et, partant, à Cory Aquino. Il suffit d'invoquer l'ensemble des trois événements décisifs que nous avons dégagés et des significations qu'ils ont incarnées. En quoi l'intervention de la foule, venue s'interposer entre les rebelles et l'armée loyaliste, a-t-elle été décisive ? L'"essai" marqué par la rébellion des militaires restait à "transformer" pour assurer la victoire de Cory. Enrile et Ramos ont présenté d'emblée leur rébellion, sans la moindre réserve, comme un ralliement à sa cause. Marcos temporisant et la surprise une fois passée devant cet événement totalement inattendu, l'Eglise et Cory Aquino ont su appeler la population à s'interposer entre les deux corps armés pour réaliser, dans les faits et non plus seulement dans les déclarations, la connexion entre les deux intrigues. Ce que la foule a manifesté concrètement par sa présence physique, c'est la jonction de ces deux mouvements, c'est un rapport de forces écrasant en défaveur de Marcos. Sans cette jonction, la rébellion armée aurait été isolée et très probablement écrasée, étant donnés les rapports de force militaires. La crise au sein de l'appareil de l'Etat aurait donc été surmontée et Marcos se serait retrouvé en position de force face à la société civile, Cory Aquino n'ayant rien engagé d'autre qu'une timide campagne de boycottage.

L'échec d'une grande manifestation pacifique qui avait eu lieu deux ans plus tôt confirme cette interprétation du rôle de la foule. La manifestation des 21-22 septembre 1984, jour anniversaire de l'instauration de la loi martiale, décrété "jour de deuil national" par l'opposition, présente en effet un intérêt particulier car on y trouve déjà, à la différence des manifestations des années précédentes, toutes les caractéristiques de la foule pacifique qui viendra défendre les militaires rebelles en février 1986. Les manifestants y sont pacifiques jusqu'au bout ; ils ne céderont à aucun moment à l'agressivité violente ; l'atmosphère est fondamentalement religieuse : prêtres et religieuses

sont très présents, une messe est célébrée, les gens prient ; enfin, c'est par le dialogue direct avec la police que les manifestants essayent d'obtenir l'autorisation de prolonger leur manifestation. Rien n'y fait : la police finit par charger, emploie canons à eau, grenades lacrymogènes, matraques ; des personnes sont arrêtées, d'autres blessées, d'autres encore portées disparues. En septembre 1984, les forces de l'ordre répriment une foule pacifique ; en février 1986, l'armée loyaliste s'abstient de tirer sur une foule identique par son comportement et son attitude. L'efficacité du blocage pacifique des soldats loyalistes par la foule en février 1986 ne se comprend donc qu'en le situant dans l'ensemble de la séquence historique dont nous nous sommes efforcés ici de faire ressortir les nervures principales.

En analysant ces trois événements décisifs et leurs conditions de possibilité, nous nous sommes efforcés de mettre au jour les voies qu'a empruntées et que s'est frayées l'épreuve de force de février 1986. Les lignes de force repérées n'enferment pas ces événements dans un réseau causal dont ils pourraient être déduits de façon absolument nécessaire. Elles permettent de *comprendre* et non *d'expliquer* cette séquence historique. Les acteurs de cette histoire sont des êtres relativement autonomes : leurs initiatives et leurs comportements ne sont ni irrationnels ni motivés de part en part. Cette histoire n'a pas été un processus se déroulant, une mécanique fonctionnant ; elle a été faite par la "praxis" des hommes se confrontant à des situations inédites et inventant pour y répondre. Chacun des acteurs qui a contribué à la victoire de Cory Aquino a su innover à sa façon, pour échapper à la répétition des actes précédents de l'histoire de la résistance à la tyrannie de Marcos.

Le 4 janvier 1987

Notes

(1) A l'origine, les "Huks" étaient "l'armée du peuple contre le Japon", une guérilla animée par les communistes contre

l'occupation japonaise. A la libération, ils contribuèrent à la déroute des Japonais. Les Américains voulurent les désarmer. Ils refusèrent et 10 000 d'entre eux commencèrent, dans les montagnes, une guérilla en vue de créer un Etat communiste. Cette guerre civile s'acheva en 1954 par la défaite des Huks : 20 000 tués, 15 000 prisonniers. La défaite de ce mouvement a été considérée comme « une des victoires les plus grandes et les moins connues de la CIA » (selon une formule de *US News and World Report*, citée dans C.H. Fouber, *Les Philippines*, L'Harmattan, 1980, p. 33).

(2) C. Castoriadis, *La société française*, coll. 10/18, Union générale d'éditions, 1979, p. 208.

(3) Je suis ici H. Arendt, *Essai sur la révolution*, chapitre 1 : « Sens de la révolution », Gallimard, 1967.

(4) La libération consiste à établir ou rétablir un gouvernement constitutionnel ou « Etat de droit » qui garantit et respecte les droits civils universalisés par la Révolution française sous l'expression « droits de l'homme ». Le phénomène révolutionnaire, lui, est propre à l'époque moderne : il vise à instituer un corps politique absolument nouveau sur la base de la liberté politique – par opposition aux « libertés négatives » que sont les droits civils – et de la participation au gouvernement.

(5) Et d'autres similaires, car ce n'est pas la première fois qu'un dictateur est chassé avec un minimum de violence. Ce fut, par exemple, le cas du tsar en février 1917, comme le rappelle Gene Sharp dans *The politics of nonviolent action*, Porter Sargent, Boston, 1973.

(6) La « justice corrective » consiste à rendre ce qui est dû en raison des règles instituées. La « justice totale » pose le problème de l'institution de la société juste, lequel ne peut être résolu que par la position de valeurs infondées. Dans le cas de la justice corrective, l'injustice particulière qui a été commise peut être mise en évidence sans ambiguïté aux yeux de tous, quelles que soient les parties.

On doit cette distinction à Aristote, *Ethique à Nicomaque*, livre 5.

Cf. le commentaire de Castoriadis dans *Les carrefours du labyrinthe*, Seuil, p. 269 et suivantes.

(7) Par exemple Lanza Del Vasto, dans *Technique de la non-violence*, Denoël, 1971, p. 15.

(8) Voir l'article sur les Philippines dans *l'Etat du Monde* 1985.

Difficile parcours pour le nouveau pouvoir

Pierre DE CHARENTENAY

Depuis une année, les Philippines ont parcouru un chemin semé d'obstacles. Par toutes ses dimensions, ce parcours est le passage du rêve de l'unanimité de février 1986 à la réalité des innombrables conflits existant dans ce pays en voie de développement qui sort de la dictature.

M.arcos parti, il fallait diriger le pays. Mme Aquino n'avait aucune formation pour remplir ce rôle. Mais elle avait pour elle un solide bon sens, un pragmatisme certain, des principes éthiques affirmés, des conseillers compétents et, surtout, la confiance et l'appui d'une très grande majorité de la population. Dans sa rencontre avec le réel, elle devait affronter plusieurs problèmes : la gestion quotidienne, le retour au politique et la place de l'armée, la reprise de l'économie, la gauche et la guérilla.

Les urgences éclataient partout et sur tous les plans : la politique du vide pratiquée par M. Marcos avait touché les caisses, le personnel politique, les institutions nationales, la santé publique, etc. Tout était à construire, et tout était urgent. Mme Aquino profita des premières semaines d'état de grâce pour déclarer son gouvernement révolutionnaire : s'il fallait rebâtir, autant le faire les mains libres, à partir de zéro. Cela permettait de dissoudre l'Assemblée nationale et de procéder à la nomination de hauts fonctionnaires responsables sur tout le territoire, pour remplacer ceux qui avaient été nommés ou élus pendant le régime précédent.

Le ministre de l'Administration locale, M. Aquilino Pimentel, ancien dirigeant du Parti démocratique philippin (PDP) nomma deux mille hauts fonctionnaires, un peu trop vite, semble-t-il : 10 % d'entre eux durent être remplacés dans les six mois. Cette précipitation et les bavures qui s'ensuivirent ont transformé cet ancien opposant de M. Marcos en cible privilégiée des secteurs de droite et ont renforcé l'impression d'un centralisme excessif dans l'esprit des notables locaux.

Pour accélérer le retour à un régime constitutionnel, Mme Aquino prit une option décisive : nommer une commission pour la rédaction d'une Constitution qui serait soumise à référendum. Les débats de cette commission, enrichis par une consultation multiforme à travers le pays, aboutirent au dépôt du projet de texte en octobre 1986. Avec près de deux mois de retard, le référendum a lieu le 2 février 1987.

Il fallait en même temps revenir sur le passé : une commission spéciale (Presidential Commission for Good Government, PCGG) fut chargée de lancer des enquêtes sur toutes les fortunes illégalement acquises. Elle permit de révéler les incongruités de Mme

Imelda Marcos et le pillage auquel s'était livrée la famille du président déchu. Les formalités de récupération de leur fortune avancent à pas de tortue. Un débat public discuta des pouvoirs de la PCGG : ils seraient limités pour ne pas entraver l'économie et éviter la fuite des capitaux, même ceux qui furent illégalement acquis.

Ce processus de purification inquiétait tout particulièrement les anciens proches de M. Marcos, tel M. Enrile, qui a assumé jusqu'à novembre 1986 les fonctions de ministre de la Défense. On sait que celui-ci a accumulé une énorme fortune (lorsqu'il était président de la United Coconut Planters Bank) et qu'il a procédé à des transferts massifs de fonds vers les Etats-Unis (125 millions de dollars dès 1983, plus de 350 millions de dollars par la suite). Des enquêtes sur son attitude à l'égard des droits de l'homme seraient catastrophiques pour sa réputation. En position de pouvoir jusqu'à la fin de novembre dernier, il pouvait empêcher le déroulement d'une enquête sur son passé. Même s'il reste encore puissant, il n'est pas sûr d'être désormais en mesure de s'y opposer.

La politique ou l'armée

Le gouvernement nommé par Mme Aquino a commencé à gérer le pays selon des options politiques nettes : mesures de justice (augmentation de 10 % des salaires des professeurs, législation sur le droit de grève, par exemple), libération des prisonniers politiques, attitude de conciliation et de négociation avec la guérilla. Cette politique, de gauche par ses aspects sociaux, et pluraliste dans ses fondements, n'a pas reçu l'assentiment de tous, loin de là.

Ne parlons pas ici de l'arrière-garde pro-Marcos, dite loyaliste, qui fomenta le coup d'Etat d'opérette en juillet 1986 sous la houlette d'un vieillard manipulé, M. Arturo Tolentino. L'opposition qui se constitue actuellement rassemble une partie de l'armée, d'une part, et la droite classique, d'autre part. Elle n'a

aucun lieu d'expression, sinon le conseil des ministres. Mme Aquino y avait rassemblé presque toutes les tendances : la droite représentée par M. Enrile, le centre, avec un homme d'affaires comme M. José Concepcion, des techniciens de l'économie, tel M. Jaime Ongpin, de vieux opposants au régime Marcos, comme M. Aquilino Pimentel, et des ministres sociaux, comme M. Augusto Sanchez. Ce conseil était une mosaïque de techniciens et de politiques de tous bords. La droite n'y trouvait pas son compte. La discipline nécessaire à l'efficacité non plus.

A partir de septembre 1986, M. Enrile devint très critique à l'égard du gouvernement. Il exprimait le point de vue de l'armée, celui en tout cas des jeunes colonels anticomunistes du Mouvement de réforme des forces armées (RAM). Ceux-ci ont monté une opération qui devait leur donner le contrôle du pouvoir, tout en maintenant Mme Aquino à la tête de l'Etat. Ils n'ont pas pu la réaliser, même avec l'aide de M. Enrile. Leur soutien au sein de l'armée s'est dérobé, volé par le général Fidel Ramos, chef d'état-major, qui a bloqué toute tentative de coup d'Etat en intervenant directement auprès de chaque commandant de région (dont onze sur douze avaient été changés depuis février).

Le coup d'Etat manqué les 22-23 novembre 1986 et le départ de M. Enrile ont changé l'équilibre des pouvoirs. Un marchandage a été conclu : Mme Aquino se ferait plus ferme dans les négociations avec la guérilla et remplacerait certains de ses ministres. Elle a partiellement répondu à ces dernières exigences en se séparant de deux ministres accusés de corruption et en donnant un nouveau poste à M. Aquilino Pimentel : ministre conseiller pour les affaires nationales. En échange, le général Ramos s'assurait de la fidélité des militaires. Le chef d'état-major sort grandi de cet épisode. Mais, en nommant le général (en retraite) Rafael Ileto au poste-clé de ministre de la Défense, Mme Aquino crée un pont supplémentaire entre les pouvoirs civil et militaire. M. Ileto, homme d'une grande culture et sans ambition person-

nelle, opposant résolu à M. Marcos, est à la fois un professionnel de l'armée et un fervent partisan de la révolution de février et de la famille Aquino. La présidente s'est ménagé ainsi de nouvelles fidélités, au prix d'accordements qui ne touchent pas l'essentiel du principe du retour à la démocratie.

Cette nouvelle distribution des cartes politiques est généralement bien accueillie, sauf par la gauche. Les Américains sont satisfaits : l'armée reste fidèle et prête à défendre leurs intérêts (en particulier les bases américaines). Le peuple, qui commençait à s'inquiéter des critiques de M. Enrile, est soulagé de cette nouvelle fermeté de la présidente.

Des industriels réticents

Pour la majorité des cinquante-cinq millions de Philippins, le retour au réel se traduit en termes économiques : ils constatent que le changement politique survenu en février 1986 n'a rien changé à l'état de grande pauvreté de leur région ou de leur ville. On meurt de faim dans l'île de Negros et dans bien des bidonvilles.

Le nouveau régime se trouve devant un problème immense. Il a choisi de commencer à agir en regagnant la confiance de la population et de l'étranger. Par des mesures modestes, comme des actions sur les prix des médicaments ou le relèvement des salaires des enseignants, il a montré sa bonne volonté et le sens de son action. Dans le budget 1987, la part des dépenses sociales passe de 16,7 % à 22,4 %.

Mais le redressement de l'économie doit aussi passer par de grandes réformes de fond. Celles-ci ne sont pas encore engagées. Pas de réforme agraire en vue. Pas d'investissement de la part de la classe financière et industrielle : pour ces grandes transformations du paysage économique, il faudra attendre l'élection du Congrès en mai. La réforme agraire ne pourra passer que par une loi. Et les industriels inves-

tiront lorsqu'ils auront une garantie sur leurs placements. L'orientation politique des futures assemblées sera déterminante ; c'est pourquoi le combat politique d'aujourd'hui est si important : l'avenir économique des Philippines dépend du rapport des forces politiques qui se mettra en place d'ici à mai 1987.

D'ores et déjà, on peut noter l'extrême réticence des industriels. Habitués à des marges de profit inconnues sous nos latitudes, ils n'accepteront d'investir que si le gouvernement leur garantit des profits similaires. Ils renâclent bruyamment devant les réformes des lois sociales et du droit de grève proposées par le ministre du Travail, M. Sanchez, ou devant les projets de libéralisation des importations. Leurs vues sur la situation du pays sont d'un simplisme accablant. Ils ne pensent qu'au rendement financier immédiat. Un tel jugement n'est pas un discours idéologique : c'est le fruit d'observations faites lors de réunions d'industriels à Manille. Si le redressement économique n'a pas lieu, les industriels en porteront une grande part de responsabilité.

Sans attendre ces échéances, Mme Aquino a tenté d'agir sur un élément fondamental de macroéconomie : la dette et les investissements étrangers. C'était le sens de ses voyages aux Etats-Unis et au Japon. Ils ont été un succès personnel et politique réel. Mais les retombées économiques sont plus lentes. On a même vu le Congrès américain, tout ému de son contact avec Mme Aquino, voter 200 millions de dollars de crédits spéciaux, puis se raviser quelques jours après, l'exigence des réalités économiques nationales ayant prévalu sur l'élan du cœur.

Finalement, ces fonds seront quand même accordés. Quant aux négociations sur la dette extérieure, qui se monte à 26,4 milliards de dollars, le Fonds Monétaire International (FMI) a longtemps montré une grande prudence, refusant de s'engager sur l'avenir. De son côté, le gouvernement prévoit, dans son budget 1987, une réduction de 46,6 % à 38,5 % du budget des remboursements.

Ces hésitations viennent de ce que l'étranger ressent une impression de flou ou de manque de fermeté politique dans le gouvernement Aquino. Les récentes mesures contre M. Enrile ont donné confiance au FMI, qui vient d'accepter le principe d'ouverture de négociations sur le rééchelonnement de la dette. Reste à savoir si ce signe suffira pour encourager les banques étrangères à donner aux Philippines des facilités d'accès aux crédits internationaux.

Rassemblée dans le Front Démocratique National (FDN), sous la houlette du Parti communiste philippin, la coalition de la gauche marxiste avait décidé le boycottage des élections de février 1986.

La gauche a donc été totalement absente de la révolution de février 1986. Elle fait tous ses efforts pour rattraper cette erreur. Parfois, en tentant d'expliquer qu'elle était là en février, ce qui n'est guère convaincant. Plus sérieusement, en avouant son erreur et en reprenant le chemin du travail politique. Son activité présente est conditionnée par cette faute de stratégie.

Le retour à la réalité est brutal pour le Front Démocratique National. Le changement lui a été volé par un centre gauche démocratique nettement anti-communiste. Le créneau de l'action politique étant devenu très étroit, le FDN s'est tourné vers une action syndicale sur le thème de la défense des travailleurs et des salaires. Il rencontre un indéniable écho. Le 12 novembre 1986, aux funérailles du leader syndical assassiné, Rolando Olalia, trois cent mille personnes avaient suivi le cortège.

Les leaders du FDN sont divisés entre plusieurs tendances radicales, prêtes à continuer la lutte armée pour aboutir à une victoire totale, et les tendances plus démocratiques, désireuses de saisir l'occasion qui leur est ménagée pour s'insérer dans le jeu politique. Le problème le plus sérieux pour le FDN est en effet son rapport à la Nouvelle armée du peuple et à l'idéologie de la lutte armée qui la soutient.

Renaissance culturelle

Face à cette lutte armée, le gouvernement Aquino cherche à procéder de deux manières : à l'échelle nationale et au niveau local. Nationalement, de longues négociations ont permis, le 27 novembre dernier, la signature d'une trêve de soixante jours qui a pris effet le 10 décembre. Les obstacles au succès de cette politique sont nombreux : le premier, ce sont les militaires eux-mêmes, plus portés au combat qu'à la négociation ou à la reconnaissance légale de l'adversaire. La nouvelle configuration du gouvernement devrait faciliter les choses. Le second, c'est la situation économique. Les conditions mises par la guérilla à un règlement définitif du conflit (réforme agraire, lois sociales, etc.) seront difficiles à faire admettre à une droite frileuse et puissante.

Localement, de nombreuses actions ont déjà été entreprises. Chaque région militaire a été invitée à créer un climat propice à des cessez-le-feu sur le terrain. Dans la région très sensible de Mindanao (à Davao), des centres d'accueil et de reclassement des anciens combattants des collines ont été créés. Une protection et du travail leur sont procurés.

Le règlement de ce conflit armé sera facilité par le fait que la fraction armée du FDN cherche à rompre son isolement. Le remplacement de M. Marcos par Mme Aquino a tari les raisons de s'enrôler dans la lutte armée. Le combat pourrait continuer, mais le temps est arrivé pour beaucoup de penser à une reconversion politique, thème de nombreuses discussions aujourd'hui.

L'Eglise soutient sur le terrain toutes les activités orientées vers la paix. Elle participe directement à l'établissement des centres d'accueil et de reclassement. Elle donne des sessions et des cours sur les droits de l'homme à des militaires de certaines régions. Elle a aussi organisé une énorme manifestation à Negros, le 29 novembre 1986, pour soutenir les négociations et fêter la trêve avec la guérilla. Les pay-

sans qui ont été parfois les acteurs du conflit, mais plus souvent les victimes, appuient massivement le travail de l'Eglise dans ce sens.

A toutes ces mesures techniques et à ces évolutions politiques s'ajoute une véritable révolution culturelle. Les quatre jours de février 1986 ont planté des fondations dans un ciment symbolique suffisamment solide pour tenir ensemble les éléments d'un régime qui a tous les ingrédients pour échouer. La révolution de février est une renaissance de l'âme "filipino", pacifique et chrétienne. Réveillée par le courage d'une femme, la veuve de celui qui revenait s'opposer à M. Marcos, la foi très profonde des Philippins a agi comme un catalyseur, maintenant le pays dans la paix, au bord de l'explosion violente, pendant les quatre jours fondateurs, et continuant d'être l'inspiratrice de beaucoup aujourd'hui.

Un tel fondement culturel explique l'importance du rôle de l'Eglise. Elle a manifesté sa présence par des interventions très directes dans la période des

élections de février et pendant la crise qui a suivi. Elle a pris ensuite de la distance, mais elle reste très présente et vigilante. Avant de partir au Japon, Mme Aquino avait demandé au cardinal Sin de retarder un voyage qu'il projetait aux Etats-Unis afin qu'il puisse être sur place le garant d'une présence symbolique.

Le deuxième facteur culturel renaissant est le nationalisme et le régionalisme. L'action du gouvernement Aquino sur le terrain de la régionalisation et le respect des cultures est probablement l'élément le plus positif entre le court terme où elle se déroule et la paix à long terme qu'elle vise. L'enjeu du nouveau régime est là : redonner aux Philippins leur âme, qui est loin des Etats-Unis et souvent loin de Manille.

Pourquoi les musulmans de Mindanao se sont-ils fait entendre aussi bruyamment durant l'été en enlevant des prêtres et une dizaine de carmélites ? Pour que leur particularité soit prise en compte à Manille. Pourquoi une partie de la guérilla de la cordillère du nord de Luzon, par la voix du prêtre Conrad Balweg,



Cory Aquino « femme de l'année » 86

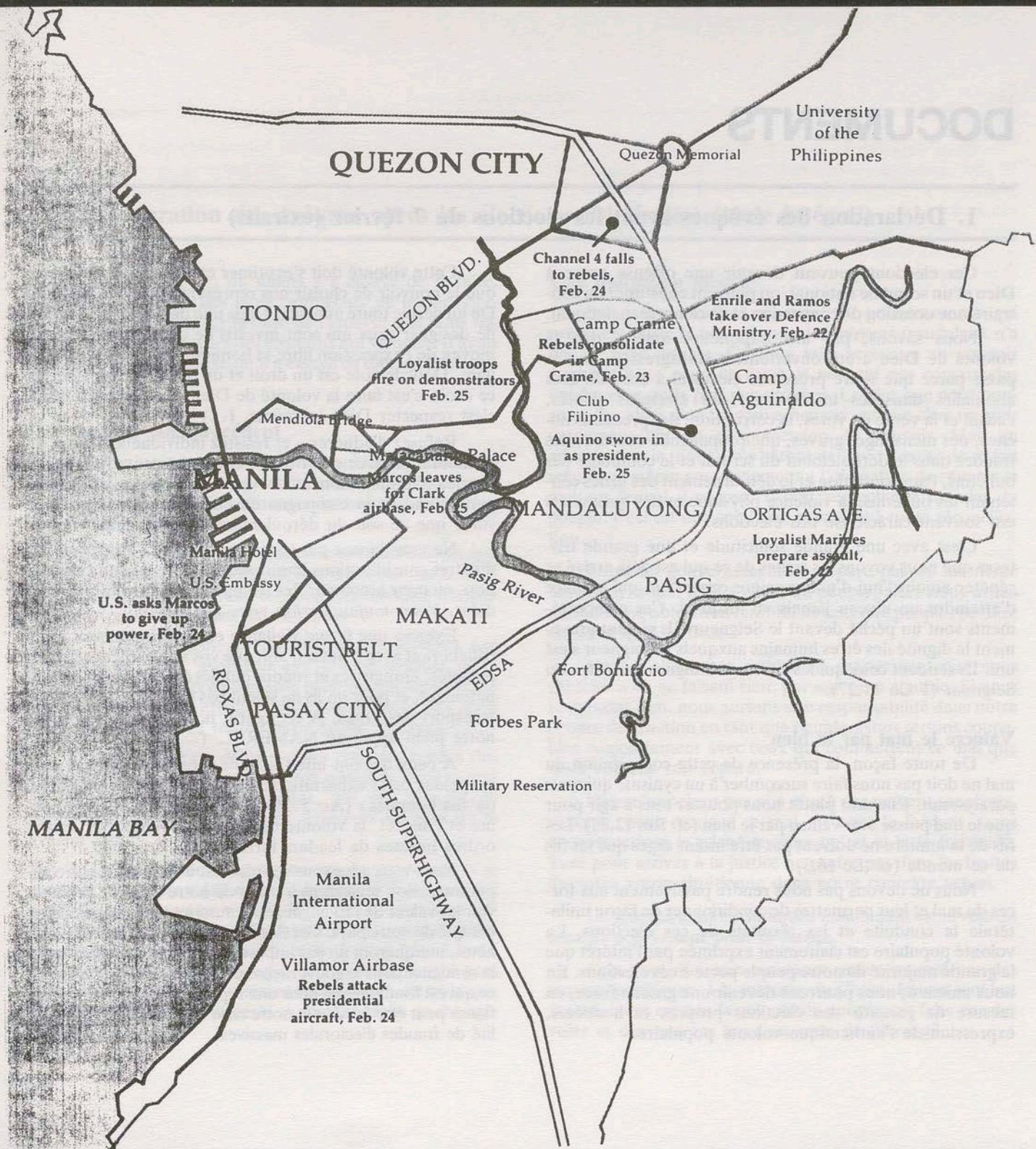
a-t-elle déposé les armes ? Parce que le gouvernement et la commission sur la Constitution ont accepté le principe d'un fédéralisme qui donnera à chaque région une certaine autonomie. Il se fait sur ce terrain un travail de longue haleine. Il portera ses fruits si l'économie peut suivre.

Restera à résoudre la plus épineuse des questions : faut-il, oui ou non, garder les bases américaines sur le territoire philippin ? Les militaires y sont favorables. La gauche y est fermement opposée. Mme Aquino n'a pas pris de décision, sinon celle de respecter le contrat signé avec les Etats-Unis pour maintenir les bases jusqu'en 1991. L'expérience de la Thaïlande, en la matière, pourrait se révéler précieuse : M. Rafael Iletu a pu y constater comment la réduction de la guérilla communiste a été liée à l'expulsion des Américains du sol national. Il faudra choisir. Toute option déclenchera des tensions proportionnelles à l'énorme charge affective et symbolique liée à la présence américaine. Une telle épreuve ne pourrait pas être supportée aujourd'hui. L'institutionnalisation de la révolution donnera les moyens d'affronter cette réalité.

*Article publié dans le numéro de janvier 1986 du **Monde diplomatique** (5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09). Nous remercions le rédacteur en chef de nous avoir autorisés à le reproduire ici.*

POST-SCRIPTUM D'A.N.V.

Depuis que cet article a été rédigé, divers événements importants se sont produits. Certains incitent au pessimisme : la rupture de la trêve avec la guérilla, la fusillade de Manille qui a fait des victimes parmi des citoyens manifestant pour la réforme agraire. Une partie de l'armée veut visiblement en découdre avec les rebelles et ceux-ci ne semblent pas se satisfaire de la démocratisation politique du régime Aquino. D'autres événements incitent à l'optimisme, notamment le très large soutien populaire qui a été confirmé à Cory Aquino lors du référendum de février : le oui à la nouvelle constitution l'a emporté avec 77 % des suffrages.



DOCUMENTS

1. Déclaration des évêques avant les élections du 7 février (extraits)

Ces élections peuvent devenir une offense grave à Dieu et un scandale national, ou peuvent constituer au contraire une occasion de conversion et de renouveau national.

Nous savons, par une expérience amère, que la volonté de Dieu a été ouvertement transgessée dans le passé parce que notre processus électoral a été sali. Des anomalies dans les inscriptions, des électeurs pilotés, l'achat et la vente de votes, la corruption, des pressions illégales, des mensonges graves, une propagande obscure, des fraudes dans le déroulement du scrutin et le comptage des bulletins, l'appropriation et le détournement des urnes contenant les bulletins, la violence physique et des assassinats ont souvent caractérisé nos élections.

C'est avec une grande sollicitude et une grande tristesse que nous voyons les signes de ce qui est déjà arrivé se répéter aujourd'hui d'une manière concertée, qui menace d'atteindre un niveau jamais vu jusqu'ici. Ces comportements sont un péché devant le Seigneur. Ils violent gravement la dignité des êtres humains auxquels le Seigneur s'est uni. Ils rendent ceux qui les exercent indignes du Corps du Seigneur (1 Co 11,27).

Vaincre le mal par le bien

De toute façon, la présence de cette conspiration du mal ne doit pas nous faire succomber à un cynisme qui nous paralyserait. Elle doit plutôt nous pousser tous à agir pour que le mal puisse être vaincu par le bien (cf. Rm 12,21). Les fils de la lumière ne doivent pas être moins sages que les fils de ce monde (cf. Lc 16,3).

Nous ne devons pas nous rendre passivement aux forces du mal et leur permettre de conditionner de façon unilatérale la conduite et les résultats de ces élections. La volonté populaire est clairement exprimée par l'intérêt que la grande majorité de notre peuple porte à ces élections. En nous unissant, nous pourrons devenir une grande force, en mesure de garantir des élections propres et honnêtes, expression de l'authentique volonté populaire.

Cette volonté doit s'exprimer et être respectée. Parce que le pouvoir de choisir nos représentants vient de Dieu. De lui dérive toute autorité. Dans une démocratie, il choisit de désigner ceux qui sont investis de cette autorité par le moyen de l'expression libre et honnête de la volonté populaire. Donc le vote est un droit et un devoir sacré. Exercer ce droit, c'est faire la volonté de Dieu. Respecter ce droit, c'est respecter Dieu lui-même. (...)

Refusez d'adhérer – et résistez individuellement et en collaboration avec d'autres – à toutes les tentatives de tricherie, d'intimidation et de violence, d'où qu'elles viennent, pendant la campagne électorale comme à quelque stade que ce soit du déroulement des élections.

Ne vous laissez pas corrompre par de l'argent ou par d'autres considérations immorales dans le vote ou l'abstention, ou pour accomplir des tromperies en faveur d'un candidat. *Votez toujours selon votre conscience.*

Exercez une ferme vigilance en vous organisant et en collaborant avec d'autres, afin que vos votes soient séparés, comptés, enregistrés et rendus publics correctement et honnêtement, et pour qu'ils ne soient pas manipulés pendant le transport des urnes. A cet égard, nous désirons exprimer notre plein appui au NAMFREL. (...)

A ceux qui ont une fonction dans les élections, nous rappelons cette exhortation : « Il vaut mieux obéir à Dieu qu'aux hommes » (Ac. 5, 29). Dans un conflit entre la fidélité et l'intérêt, la volonté de Dieu doit l'emporter sur les ordres injustes de leaders terrestres.

Nous vous adressons ces paroles, à vous tous, nos compatriotes, non seulement à cause de notre souci de promouvoir les valeurs de l'Évangile, mais aussi à cause de la situation critique de notre pays. Ces élections, si elles sont libres et honnêtes, marqueront un pas important vers le rétablissement de la confiance dans le gouvernement et la collaboration avec lui, ce qui est fondamental pour une reprise nationale. Cette confiance peut être perdue et notre crise empirer dans l'éventualité de fraudes électorales massives.

2. Déclaration des évêques après les élections (14 février) (texte intégral)

Le peuple a parlé. Ou du moins il a essayé de le faire. Malgré les obstacles mis pour l'empêcher de parler librement, nous évêques, sur la base de l'analyse que nous faisons en tant que pasteurs des élections qui viennent d'avoir lieu, nous pensons que ce qu'il a essayé de dire est suffisamment clair.

Des fraudes sans précédent

A notre jugement, le caractère frauduleux du déroulement des élections est sans précédent. Et nous condamnons spécialement les manières suivantes de commettre des fraudes et des irrégularités :

1. Le fait de rayer systématiquement des électeurs inscrits. La véritable manipulation des listes des électeurs a rendu impossible à un grand nombre de personnes d'exprimer leur préférence pour un candidat.

2. L'achat, largement répandu et massif, de votes. Les acheteurs de votes, avec leur exploitation cynique de la pauvreté du peuple et de son sens profond, même s'il a été appliqué de manière erronée, du *utang na loob*, ont privé beaucoup de gens de toute liberté réelle de choix.

3. La falsification délibérée des comptes rendus des élections. Les votes des gens, même quand ils avaient déjà été dûment exprimés et comptés, ont été changés de manière à enregistrer des choix différents de ceux qu'ils avaient fait.

4. L'intimidation, les tracasseries, le terrorisme et le meurtre. Tout cela a fait de la seule peur le facteur décisif pour que des personnes ne participent pas au scrutin ou fassent leur choix final. Ces irrégularités et beaucoup d'autres constituent un usage criminel du pouvoir pour faire échec à la volonté souveraine du peuple. Cependant, malgré tous ces actes mauvais, nous sommes moralement certains que le peuple a vraiment manifesté sa volonté réelle de changement.

Une obligation morale

Selon les principes moraux, un gouvernement qui prend ou garde le pouvoir par des moyens frauduleux n'a pas de base morale. Car une telle accession au pouvoir équivaut à un coup de force et ne peut pas commander l'obéissance de la part des citoyens. Le plus que nous pouvons dire alors d'un tel gouvernement est que c'est un gouvernement qui est en possession du pouvoir. Mais en admettant cela, nous nous hâtons de dire : à cause de ce fait même, ce même gouvernement a l'obligation de réparer le mal sur lequel il repose. Il doit respecter le mandat du peuple. Ceci est une condition préalable à toute réconciliation.

Si un tel gouvernement ne répare pas de lui-même librement le mal qu'il a causé au peuple, alors nous avons une sérieuse obligation morale, en tant que peuple, de faire en sorte qu'il le fasse.

Nous n'allons pas arriver au changement que nous cherchons en ne faisant rien, par une pure apathie. Si nous ne faisons rien, nous aurions une responsabilité dans notre propre destruction en tant que peuple. Nous serions coupables conjointement avec ceux qui commettent ce mal que nous voulons voir réparé.

Nous n'appelons pas non plus à des moyens sanglants, violents, pour corriger ce mal. Si nous le faisions, nous encouragerions le péché énorme qu'est la lutte fratricide. Tuer pour arriver à la justice ne rentre pas dans les limites de notre vision chrétienne dans notre contexte actuel.

La voie qui nous est indiquée maintenant est la voie du combat non-violent pour la justice.

Cela veut dire une résistance active au mal par des moyens pacifiques, à la manière du Christ. Et son seul but actuellement est que la volonté du peuple soit faite par des voies et des moyens qui sont ceux de l'Evangile.

Nous demandons donc à chaque membre loyal de l'Eglise, à chaque communauté de fidèles, de former leur jugement sur les élections du 7 février. Et si, dans la foi, ils voient les choses comme nous, évêques, nous les voyons, nous devons nous unir et discerner quelles actions appropriées entreprendre qui seront selon l'esprit du Christ. D'une manière créatrice, avec imagination, sous la conduite de l'Esprit du Christ, prions ensemble, réfléchissons ensemble, décidons ensemble, agissons ensemble, toujours dans le but que la vérité l'emporte, que la volonté du peuple soit pleinement respectée.

Des exemples lumineux

Ces tout derniers jours nous ont apporté des exemples lumineux de ce combat non-violent pour la justice pour lequel nous plaidons ici :

– Les milliers de travailleurs et de volontaires du NAMFREL (Mouvement national pour les élections libres) qui ont risqué même leur vie pour assurer des élections propres et honnêtes.

– Les techniciens informaticiens du COMELEC (Commission des élections) qui ont refusé de s'abaisser en prenant part à la fraude électorale.

– Le personnel des bureaux de vote – officiers d'état civil, enseignants, employés gouvernementaux – qui ont accompli leur devoir sans peur ou traitement de faveur.

– Les millions d'électeurs ordinaires qui ont gardé sans souillure le caractère sacré de leur vote, et intacte leur dignité.

– Radio-Veritas et les journalistes sans peur qui ont parlé et ont à chaque instant rapporté la vérité.

Des hommes et des femmes de conscience, tous. Nous ne pouvons pas faire leur éloge autant qu'il conviendrait.

Il y a des milliers de personnes qui leur ressemblent parmi les fonctionnaires du gouvernement au Batasan (Parlement), les militaires, les COMELEC, parmi les millions de gens parmi nous qui, malgré le poids écrasant des irrégularités, ont voté et agi comme leur conscience le leur dictait. Y a-t-il d'autres hommes et femmes de conscience qui se lèveront comme eux et confesseront courageusement leur christianisme ?

C'est maintenant le temps de parler. C'est maintenant le moment de réparer le mal. Le mal a été organisé systématiquement. Il doit en être de même de sa correction. Mais comme pour l'élection elle-même, cela dépend entièrement du peuple, de ce qu'il veut, de ce qu'il est prêt à faire. Nous, évêques, nous sommes solidaires de lui pour le discernement commun du bien de la nation. Mais nous insistons : notre action doit toujours être conforme à l'Evangile du Christ, c'est-à-dire pacifique, non-violente.

Que le Seigneur de justice, le Seigneur de la paix, soit avec nous dans notre ardente recherche de ce bien. Et que la bienheureuse Vierge Marie, reine de la paix et patronne de notre pays, nous assiste en ce moment difficile.

Nous avons lu...

Jean TOULAT

Un combat pour l'homme. Le général de Bollardière

Centurion, 1987, 211 pages, 88 F

« Il y est entré avec Lyautey, il a fini avec Massu. Mais si l'armée a changé, lui est toujours resté sur sa trajectoire ». C'est ainsi que Simone, son épouse, résume trente ans de la vie de Jacques de Bollardière dans l'ouvrage que lui consacre Jean Toulat. Pour « l'honneur », le général de Bollardière dénonce la torture et renonce à son commandement en Algérie. Il entame alors une nouvelle carrière, civile cette fois, de formateur à *Culture et Promotion* puis d'animateur du *Mouvement pour une alternative non-violente*. Vingt-cinq belles années pendant lesquelles l'humble héros de la Seconde Guerre mondiale poursuivra la mission du soldat chère à Lyautey : éduquer les hommes.

« Combat pour l'homme. Le général de Bollardière » est le 24^e livre de Jean Toulat. C'est aussi celui où il écrit le moins. L'auteur s'efface derrière « Bollo » comme l'appellent ses familiers. Il nous invite à suivre les aventures d'un « battant » à travers les commentaires qu'en fit lui-même le « vieux soldat » devenu non-violent. Retracer un cheminement bouleversant tout en évitant le genre hagiographique ne se réalise pas sans

peine. C'est ce que réussit Jean Toulat, à la fois comme ami et comme écrivain. Il nous offre un récit nerveux qu'on peut lire « au pas de charge ». Il puise dans ses nombreuses notes – un manuscrit dont il avait publié quelques extraits dans « Combattants de la non-violence » en 1983 –, fait la synthèse des principaux récits et articles écrits par Bollardière, s'appuie sur de nombreux témoignages pour construire un ouvrage où s'affirme, au fil du récit, la présence d'un homme exceptionnel.

Les cinquante dernières pages sont certainement les plus émouvantes. Simone et ses quatre filles témoignent de la disponibilité à toute épreuve de Jacques de Bollardière : à sa famille, aux autres et au Christ dans les instants sereins de sa « nouvelle naissance à la Vie ». Ces moments intenses et douloureux de communion avec sa femme et ses proches, Jean Toulat les évoque avec beaucoup de sensibilité. Ainsi, avant de rejoindre sa dernière affectation pour l'éternité, Jacques s'adresse en riant à Simone : « Là-haut, ça va barder ! ». Sacré Bollo, il ne se reposera donc jamais.

Christian Brunier

J.-L. PANNE et E. WALLON

*L'entreprise sociale
Le pari autogestionnaire
de Solidarnosc*

L'Harmattan, 356 p., 110 F

En 1980-81, dans la Pologne de Solidarnosc, l'idée d'autogestion s'est épanouie. Elle a gagné l'ensemble du mouvement social. Elle commençait à se concrétiser lorsqu'intervint le coup de décembre 1981. La résistance des syndicalistes polonais n'a pas cessé pour autant de se référer à cet héritage autogestionnaire.

Les deux auteurs de cet ouvrage ont réuni et présenté les textes de cette période, les récits des expériences, les débats qui ont traversé le mouvement.

L'ouvrage est à commander à « Solidarité avec Solidarnosc », 14, rue de Nateuil, 75015 Paris.

*Alternative defence commission
The politics of alternative defence*

Paladin, Grafton books, Londres, 1987

Nous n'avons pas l'habitude de présenter ici des livres en langue étrangère, nos lecteurs ayant peu de facilités pour les trouver en France. Mais celui-ci doit faire exception. Il émane en effet de cette « Alternative

defence commission" qui travaille depuis six ans à élaborer une politique de défense crédible à court terme pour une Grande Bretagne qui aurait décidé de renoncer aux armes nucléaires. Le premier ouvrage, *Defence without the bomb*, avait abordé le problème sous l'angle des *moyens* de la défense. Sa problématique générale avait été présentée par son principal animateur, Michael Randle, dans ANV n° 43, et nous en avions traduit le chapitre consacré à la défense non-violente (ANV n° 47).

Le présent ouvrage aborde la question sous l'angle *politique* : quelles seraient les conséquences internationales d'une éventuelle dénucléarisation de la Grande Bretagne ? Comment réagiraient ses alliés ? Et les dirigeants soviétiques ? Comment intégrer une telle politique dans la recherche d'un désarmement plus large ? Quelles retombées sur le Tiers-Monde ? La commission estime qu'une Grande Bretagne non nucléaire pourrait ne pas sortir immédiatement de l'OTAN, mais essayer d'obtenir que l'OTAN réduise les composantes nucléaires de sa stratégie. C'est seulement si elle s'y refusait qu'il faudrait alors en sortir. L'ouvrage présente aussi des considérations intéressantes sur le "dégel des blocs", et sur la manière de favoriser les facteurs de démocratisation dans le bloc de l'Est.

Ces propositions, même si elles sont loin de faire l'unanimité parmi les militants des mouvements de paix britanniques, constituent cependant un remarquable témoignage de l'évolution de ces mouvements vers des

préoccupations proprement politiques. En Grande Bretagne comme ailleurs, les mouvements de paix n'ont d'avenir que s'ils savent se transformer de mouvements antimissiles en mouvements anti-blocs. Cet ouvrage y contribue notablement.

Bulletin BT2 Luttes non-violentes

Le bulletin BT 2 est une publication du mouvement pédagogique lancé par Freinet. Il s'adresse donc aux enseignants qui s'inspirent d'intuitions pédagogiques bien proches de ce que serait une "éducation à la non-violence". Il est heureux qu'il ait consacré un de ses dossiers périodiques aux "luttes non-violentes". On y trouvera avant tout des exemples concrets, bien présentés et illustrés : Gandhi, King, Larzac, les Beurs contre le racisme, etc. Un excellent outil pédagogique pour informer et amorcer une réflexion avec des jeunes.

A commander à PEMF, 24, av. des Arlucs, 06150 Cannes.

Le numéro : 15 F.

Christian Mellon

Le point sur les activités de l'Institut de Recherche sur la résolution non-violente des conflits

Le financement de l'IRNC

Les réductions budgétaires du gouvernement concernant la Recherche n'ont pas épargné l'IRNC. La subvention accordée fin 1985 pour le programme de recherche de 1986 n'a pas été renouvelée, contrairement à ce qui avait été envisagé à l'origine par les responsables du ministère. Près du quart de cette aide était affectée à la rédaction d'ANV, qui ne peut plus aujourd'hui être soutenue. L'Institut ne dispose donc plus de financement stable, à l'exception des versements en provenance du refus-redistribution de l'impôt. C'est pourquoi, l'IRNC recherche actuellement de nouvelles sources de financement privées, notamment dans le mécénat industriel.

Les premiers contacts avec des entreprises intéressées permettent d'être relativement optimiste ; l'IRNC dispose d'un dossier qui peut être envoyé à toute entreprise qui nous serait indiquée, par exemple par un lecteur d'ANV...

L'activité de recherche

Les difficultés financières actuelles ont pour conséquence la mise en veilleuse de plusieurs projets de recherche.

Au mois de novembre 1986, un ingénieur, Olivier Serret, a commencé, dans le cadre de son service civil, une recherche pour l'IRNC. C'est une recherche appliquée sur « l'identification des problèmes posés par l'application du concept de dissuasion civile au secteur français de l'énergie ». Financée par les fonds propres de l'IRNC et plus particulièrement ceux qui

proviennent de " contribuables pour la paix ", cette étude reçoit un soutien logistique très efficace de l'AFME (Agence Française pour la Maîtrise de l'Energie).

Un autre programme de recherche vient d'être mis en route. Il concerne « la place et le rôle des associations dans une stratégie de dissuasion civile ». Cette étude a déjà reçu le soutien de " Jeunesse et Sports " par l'intermédiaire du FNDVA (Fonds National pour le Développement de la Vie Associative), qui a accordé une subvention de 40 000 F. Le principe d'un complément de financement a été accordé par le SGDN (Secrétariat Général de la Défense Nationale), ce qui marque un net progrès dans la reconnaissance de l'IRNC par les responsables de la Défense.

Ainsi, malgré les difficultés politico-budgétaires avec le ministère de la Recherche, l'IRNC acquiert peu à peu la reconnaissance officielle qu'il se fixe comme objectif depuis sa création en 1984.

Relations internationales

Depuis novembre 1986, Jacques Semelin travaille à l'Université de Harvard à Boston (USA), invité par le professeur Gene Sharp. Son contrat, d'une durée d'un an, a pour objet d'approfondir son sujet de thèse : « la résistance civile de masse au cours de l'occupation nazie en Europe (1939-1945) ». Un ouvrage accessible au grand public devrait paraître à l'issue de ce séjour. Il faut encore signaler qu'un projet de recherche franco-américain (IRNC-HAR-

VARD) est actuellement en élaboration sur les « stratégies civiles de pression » (sanctions économiques, rôle de l'opinion publique internationale, etc.). Il pourrait bénéficier du concours du ministère français des Affaires Etrangères.

Enseignement

Après avoir donné une série de cours sur la défense civile à l'IEP de Lyon en 1985-86, Jean-Marie Muller a été sollicité par l'Université de Reims pour 1987.

Les actes du colloque de Strasbourg sur
LES STRATÉGIES CIVILES DE DÉFENSE
sont publiés. Voir leur sommaire complet dans A.N.V. n° 62, p. 58.

COMMANDÉ DES ACTES DU COLLOQUE

NOM : _____

Rue : _____

Ville : _____ Code postal : _____

Pays : _____

commande _____ exemplaires des "Actes du colloque de Strasbourg" et verse la somme de :

— 90 F X _____ = _____ F pour la France, port compris

— 100 F X _____ = _____ F pour l'étranger, port compris.

Règlement par chèque bancaire ou CCP à l'ordre de :

I.R.N.C.

B.P. 19

94121 FONTENAY-SOUS-BOIS CÉDEX

LA DÉTENTE PAR LE BAS EST IMPORTANTE FINANÇONS-LA !

Depuis cinq ans, les contacts se sont multipliés entre une partie des « nouveaux mouvement de paix indépendants » d'Europe occidentale (et d'Amérique du Nord) et divers groupes et mouvements qui, en Europe orientale et centrale, travaillent pour la paix et le désarmement de manière indépendante. Pour eux comme pour nous, paix et désarmement ne peuvent se dissocier de la défense des libertés et des droits de l'homme.

En France, c'est le **CODENE**, à travers sa « Commission Est », qui assure ces relations.

Notre dialogue avec la **Charte 77**, en Tchécoslovaquie, se poursuit depuis 1983. Nous en avons retrouvé des éléments dans « **l'Appel de Prague** », lancé en mars 1985 par des membres de ce groupe. Le débat suscité par cet appel vient d'aboutir à un mémorandum signé par plus de 350 personnalités indépendantes, de l'Est et de l'Ouest. Ce mémorandum a été présenté, au début de novembre 1986, à la conférence CSCE de Vienne.

En Pologne, des experts de **Solidarnosc**, ainsi que le **KOS**, ont adressé, à plusieurs reprises, des textes aux Conventions européennes des mouvements de paix, pour rappeler que les propositions concernant la **démilitarisation** de l'Europe doivent être liées à l'exigence de **contrôles démocratiques** sur les pouvoirs qui aujourd'hui peuvent en décider. Ces contributions à nos débats ont montré que les points de vue sur ces problèmes se rapprochaient peu à peu.

En Pologne également, nous avons aidé, dans la mesure de nos moyens, le nouveau mouvement **Liberté et Paix**, lancé par des jeunes qui refusent de prêter le serment de fidélité au Pacte de Varsovie lors de leur appel sous les drapeaux. Ce mouvement s'est élargi, notamment par les renvois de livrets militaires aux autorités. Il se donne pour objectifs la lutte contre la militarisation de la nation, pour les droits des appelés et des objecteurs de conscience, et pour la paix dans le monde.

Nous restons aussi en relation avec diverses personnes en **Hongrie** et avec des groupes en **RDA**.

En URSS existe un **Groupe de Moscou pour la confiance** dont Iouri Orlov disait récemment qu'il avait « *repris leur tradition* ». Nous avons plusieurs fois organisé le soutien à ce groupe. Par exemple, c'est grâce à un membre du CODENE qu'un film réalisé à Moscou sur ses activités a pu parvenir à Paris et être projeté à l'émission « *Résistances* ».

Cette « détente par le bas », que le groupe hongrois **Dialogue** appelait de ses vœux en 1982, est d'une grande portée pour sortir de la logique d'affrontement des blocs. Quiconque entend travailler à la recherche de la paix dans **toutes** ses dimensions se doit d'aider ceux qui, à l'Est, poursuivent les mêmes objectifs dans des conditions bien plus difficiles.

Mais ces contacts exigent des **moyens** : il faut pouvoir financer les voyages des individus ou des délégations à Prague, Varsovie ou Moscou. Il faut aussi répondre à des demandes d'aides matérielles. C'est pourquoi nous faisons appel à vous : aidez-nous à poursuivre cette action.

Chèque à l'ordre de J. Berthelet, à adresser à : CODENE, 20, rue Chaudron, 75010 Paris.

Une suite à "la paix autrement"

Appel aux chrétiens pour un débat sur l'action non-violente

Le texte "la paix autrement", élaboré pendant deux ans par des centaines de chrétiens désireux d'argumenter leur désaccord avec la politique actuelle de défense, a connu un grand succès : plus de 12 000 exemplaires vendus depuis sa sortie en mars 1986.

L'idée est donc venue de poursuivre cette réflexion, selon la même méthode. Un appel est lancé par plusieurs dizaines de "personnalités" chrétiennes à tous les chrétiens qui veulent élaborer collectivement un texte de réflexion et de débat sur l'action non-violente.

Un questionnaire est proposé aux personnes et aux groupes qui veulent répondre à cet appel. Le demander à :

B. BOUDOURESQUES
60, rue de Rome, 75008 PARIS

THÉOLOGIE ET NON-VIOLENCE

La rencontre annuelle du groupe "Théologie et non-violence" aura lieu du 24 au 28 août à Munster en Alsace. Le thème en sera "Sanctification et non-violence".

Renseignements et inscriptions : J. Richard, 96, rue de la Fuie, 72000 Le Mans.

LUMIÈRE & VIE

N° 180

FONCTION D'UN MAGISTÈRE DANS L'ÉGLISE

– Un exercice adulte de l'autorité

Alexandre Faivre

– « Où est la vérité ? » déplacements et enjeux d'une question

Giuseppe Alberigo

– Du bâton à la miséricorde, le magistère catholique de 1830 à 1980

Jean-Paul Willaime

– L'autorité religieuse et sa pratique dans la situation contemporaine

Jean-Pierre Monserrat

– La doctrine des églises réformées sur ce qu'elles refusent d'appeler magistère

René Simon

– Ethique et magistère

Christian Duquoc

– Magistère et historicité

Charles Wackenheim

– Le magistère en ses connexions avec l'écriture, la tradition et la théologie

– Tables de l'année 1986

LUMIÈRE ET VIE

2, place Gailleton, 69002 LYON

	France	Etranger
Abonnement	160 F	190 F
Le numéro	40 F	45 F

C.C.P. 3038 78 A Lyon

LES VERTS POUR LA DÉFENSE N.V.

La commission "Défense désarmement" des Verts publie un bref document de 4 pages résumant son argumentation contre la dissuasion nucléaire et pour une défense civile non-violente. A commander, pour 6 F (port compris) à "Vert-diffusion", 06530 Cabris.

ENVELOPPES ILLUSTRÉES

Le MDPL de Saint-Etienne diffuse depuis des années des enveloppes illustrées. La dernière née, "S'il te plaît dessine-moi la paix", propose "la paix par l'éducation". Elle s'ajoute à celles qui circulent déjà : "Hiroshima, jamais plus !", "Polynésie, paradis perdu", "Sortons de la Préhistoire", etc. Elles sont à commander à MDPL, 142, rue des Alliés, 42100 Saint-Etienne. Prix : 25 F les 95 (port compris) ; 80 F les 500.

NON-VIOLENCE ET EDUCATION

En Suisse, du 6 au 11 juillet, une session de formation sur l'éducation à la non-violence, avec Patricia Patfoort. Enfants bienvenus. Information et inscription : Le Louverain, CH-2206, Les Geneveys-sur-Coffrane.

LES MÈRES DE LA PLACE DE MAI

Le combat non-violent des "mères de la place de Mai" a inspiré un écrivain argentin vivant à Paris, Omar Dinel. Une vingtaine de poèmes évoquent l'action, la souffrance, le courage de ces femmes. Ils sont rassemblés dans "Mères, envol de colombes sur la place de Mai". On peut le demander pour 40 F (port compris) à Omar Dinel, 100, rue des Couronnes, 75020 Paris.

**Abonnez-vous,
Abonnez vos amis**

BULLETIN D'ABONNEMENT

à envoyer à : A.N.V.

16, rue Paul-Appell
42000 SAINT-ETIENNE

Nom : Prénom :

Adresse :

.....
.....
.....

Je souscris un abonnement d'un an (4 numéros), à partir du numéro.....

Je commande..... tracts de présentation de la revue (gratuits).

Tarif minimum : 110 F

étranger : 140 F

soutien : 165 F

* Pour maintenir un tarif minimum assez bas, nous invitons tous ceux qui en ont les moyens à s'abonner au tarif de soutien : c'est une forme de péréquation entre nos lecteurs. Merci.



Je commande les numéros suivants :

Je verse donc la somme de F. par chèque à l'ordre de

ANV - CCP 2915-21 U LYON

Voici les noms et adresses de personnes qui pourraient être intéressées par A.N.V.:

Voici l'adresse d'une librairie qui accepterait peut-être de vendre régulièrement A.N.V. :

Vous pouvez encore vous procurez les numéros suivants :

N° 38 : VIOLENCES BANALES (15 F)

La guerre commence-t-elle à la fessée ? Violences de la rue, de l'usine, de l'habitat... Comment ritualiser notre agressivité ? Un dialogue entre Michel BOSQUET et Serge JULY.

N° 39 : LA DÉFENSE CIVILE EN QUESTION (15 F)

Défense civile : protéger les populations en cas de guerre ? Ou bien rendre aux civils le soin de leur défense ?
Un dossier essentiel sur la grève de la faim en BOLIVIE.

N° 40 : FEMMES ET VIOLENCES (12 F)

Les violences que les femmes subissent ou celles qu'elles exercent : les femmes et la guerre, les femmes et le pouvoir. Approche historique de l'oppression des femmes.

N° 41 : TRAVAILLEURS FACE A L'ARMEMENT (12 F)

Désarmer, est-ce se condamner au chômage ? Des économistes disent non. Exemples de plans de reconversion. Table Ronde entre Syndicats et mouvements de paix.

N° 42 : GRÈVES DE LA FAIM (12 F)

Avril 1981 : à LYON, une grève de la faim obtient l'arrêt des expulsions de jeunes immigrés. Au même moment des Irlandais commencent une grève de la faim qui échouera tragiquement : pourquoi le succès dans un cas, l'échec dans l'autre ? Des analyses, des témoignages.

N° 44 : LES VOIES DU DÉSARMEMENT (12 F)

L'ONU invite le monde à désarmer pour survivre. Mais que peut-on espérer des différentes voies proposées : les négociations, les marchandages Est-Ouest, les initiatives régionales, les mouvements de paix ? Pour les juger, il faut connaître ces voies : ce numéro vous les présente.

N° 45 : TERRORISMES (14 F)

Il faut « démystifier le terrorisme ». Non pour l'excuser, mais pour l'analyser dans ses ramifications et montrer ses impasses. A partir des exemples Italien, Allemand, Irlandais et Basque, ce dossier illustre la diversité du fait terroriste.

N° 46 : LA GAUCHE NUCLÉAIRE (14 F)

Comment, et pourquoi, le PC et le PS se sont ralliés, en 1977, à l'arme atomique. Témoignages de Patrick Viveret, Yvonne Quilès, Pierre-Luc Séguillon. Dossier complété par un historique de l'opposition à la force de frappe (1945-1965) et par des documents de l'époque.

N° 47 / : DOSSIER PALESTINE - DÉFENSE PAR RÉSISTANCE CIVILE - DÉSOBÉISSANCE CIVILE (14 F)

Palestine et Israël peuvent-ils vivre en paix ? Propositions pour une défense de la Grande-Bretagne par résistance civile. Etude historique de la naissance et du développement de la notion de « désobéissance civile ». L'itinéraire de Jacques de Bollardière, de l'armée à la non-violence

N° 48 / GUERRES SAINTES, GUERRES JUSTES (14 F)

Le sacré et le guerrier : pourquoi ce lien permanent ? - La guerre sainte aujourd'hui, de l'Iran à l'idolâtrie nucléaire - Histoire des attitudes des Chrétiens face à la guerre - Vraies et fausses guerres saintes en Islam - Quelles images de Dieu favorisent la sacralisation de la guerre ?

N° 50 / DÉFENSE NUCLÉAIRE NON-SENS MILITAIRE (14 F)

Un officier anglais, Stephen KING-HALL fait le procès de toute défense reposant sur les armes nucléaires. Il préconise l'adoption d'une défense non armée.

N° 51 / L'AGRESSIVITÉ EN QUESTION (16 F)

Du génétique au social, quatre thèses sur l'agressivité : Karli, Laborit, Wilson et Bunge. Sortir du pénal : la pensée de Louk Hulsman. Les évêques et la bombe.

N° 52 / L'ESPRIT DE DÉFENSE (16 F)

Comment le définir ? Le mesurer ? Pour quoi sommes-nous prêts à prendre des risques ? Entretiens avec Jean GATEL, Paul VIRILIO. Le protocole Hernu-Savary. L'esprit de défense en Suisse.

N° 53-54 : POLOGNE : LA RÉSISTANCE CIVILE (39 F)

Peut-on parler d'une stratégie non-violente en Pologne ? Une numéro exceptionnel où des historiens, des philosophes, des syndicalistes polonais cherchent à analyser les rapprochements possibles entre la stratégie de l'action non-violente et le combat de Solidarnosc. Une texte inédit en français de Kolakowski. Une interview de Milewski, président de Solidarnosc à l'étranger.

N° 55 / MARIER ARMÉE ET NON-VIOLENCE ? (25 F)

Défense non militaire : le rapport suédois. Peut-on combiner résistance non violente et lutte armée ? La Non-Violence au service de la cause palestinienne ? Pologne : les sanctions économiques.

N° 56 / TECHNOLOGIE : COMME UN CAMION FOU... (25 F)

La course technologique, comme la course aux armements, semble totalement incontrôlable. Une analyse de Louis PUISEUX sur la guerre et la technique. Savoir faire un usage créatif de son temps quand on est au chômage ou quand on a décidé de travailler à temps partiel ? L'informatique au service de la pédagogie ?

N° 57 / EXTRÊME DROITE : LA COTE D'ALERTE (25 F)

Connaitre l'extrême droite pour mieux lui résister. Construire une France pluri-ethnique. Albert JACQUARD dénonce le cancer nucléaire. Premières analyses du rapport sur « la dissuasion civile ».

N° 58 / NI ROUGES NI MORTS (25 F)

Le point sur le mouvement de paix en RFA, après les déploiements des euromissiles. Théodor EBERT réfléchit sur les moyens d'introduire la "défense sociale" dans son pays. L'éducation à la paix en RFA.

N° 59 / LA DISSUASION CIVILE (25 F)

Vingt personnalités politiques, militaires et religieuses donnent leur point de vue sur l'étude "La dissuasion civile" : C. Hernu, B. Stasi, J.M. Daillat, Y. Lancien, C. Pierret, les généraux Buis, Copel, Le Borgne, l'amiral Sevaistre, les évêques Ernoult, Rozier et Jullien, le pasteur Maury, etc...

N° 60 / GENOCIDES (28 F)

Les formes les plus extrêmes de la violence de masse sont un défi à ceux qui veulent réduire la violence : il faut analyser et connaître les génocides pour mieux empêcher leur retour. Léon POLIAKOV, F. PONCHAUD, Y. TERNON, J.-L. DOMENACH, W. BERELOWITCH réfléchissent sur les génocides des Juifs et des Arméniens et sur les massacres au Cambodge, en URSS et en Chine.

N° 61 / URSS (28 F)

Un éclairage sur la société soviétique entre dissidence et consensus. Peut-on encore parler de "totalitarisme" ? Les pressions économiques sont-elles efficaces ? Une étude frappante sur la formation militaire des jeunes en URSS.

N° 62 / RÉSISTANCES CIVILES EN AMÉRIQUE LATINE (28 F)

Guatémala, Bolivie, Uruguay, Brésil : des luttes non-violentes pour les droits de l'Homme et la démocratie. Dans le même numéro, une réflexion de fond sur le rapport entre éthique et technique dans l'action non-violente (J.M. MULLER).

PROCHAINS NUMÉROS

- Violences et religions
- Violences de l'économie



ALTERNATIVES NON VIOLENTE

16, rue Paul-Appell
42000 SAINT-ETIENNE

Revue associée à l'Institut
de recherche sur la résolution
non-violente des conflits
(I.R.N.C.).

COMITÉ D'ORIENTATION :

Pierre ARCQ
Béatrice ARNOULD
Jacques-Yves BELLAY
Lydie BONNET
Bernard BOUDOURESQUES
Patrice COULON
Frédéric DELARGE
Olivier FRESSARD
Patrick GIROS
Etienne GOS
Anne Le HUÉROU
Jean-Marie MULLER
Hervé OTT
Bernard QUELQUEJEU
Ina RANSON
Marlène TUININGA
Jean VAN LIERDE
Paul VIRILIO
Patrick VIVÉRET

Directeur de Publication :
Christian DELORME

Rédacteurs en chef :
Christian MELLON
Jacques SEMELIN

sommaire

PHILIPPINES : NON-VIOLENCE CONTRE DICTATURE

Editorial : un nouvel exemple de résistance civile ...	1
Le fil des événements Christian Mellon.....	3
La révolution vue par ses acteurs témoignages et récits.....	11
Manille, 1986 : les événements confrontés aux catégories des analyses non-violentes Olivier Fressard.....	31
Difficile parcours pour le nouveau pouvoir Pierre de Charentenay	43
Carte de Manille	49
Déclarations des évêques philippins.....	50
<hr/>	
Nous avons lu	53
Nouvelles de l'IRNC.....	55

Avril 1987